

## 8. LE DÉCLIN ET LA FIN DE L'EMPIRE FRANÇAIS EN EXTRÊME-ORIENT

[Pierre Brocheux](#), [Daniel Hémerly](#)

La Découverte | « TAP / HIST Contemporaine »

2001 | pages 325 à 364

ISBN 2707134120

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/indochine-la-colonisation-ambigue---page-325.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

## Le déclin et la fin de l'Empire français en Extrême-Orient

La Seconde Guerre mondiale sonne le glas des empires coloniaux constitués dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. En Extrême-Orient, l'expansion militaire nipponne amorcée par l'annexion de la Manchourie (1931) se poursuit par l'invasion de la Chine (1937). Pour les gouvernements français successifs, la menace qui pèse alors sur l'Indochine se précise : comment faire face à une éventuelle invasion japonaise alors que la métropole est très éloignée et que les années trente voient s'amplifier un vigoureux mouvement national vietnamien. La guerre en Europe et la capitulation de la France devant l'Allemagne, en juin 1940, le refus des Britanniques et des Américains de s'engager dans une éventuelle coopération avec les Français font de l'Indochine une proie facile pour les Japonais. Cependant, des raisons de circonstance où des intérêts politiques respectifs coïncident, sans doute, aussi, des points idéologiques communs (anticommunisme, antilibéralisme et antidémocratie) conduisent le gouvernement de Vichy à signer des accords avec celui de Tokyo. Cette collaboration d'État, qui fait pendant à celle de Vichy et de Berlin, accorde un sursis à la domination française sur l'Indochine et entretient du même coup, chez les Français, l'illusion d'un maintien durable de leur souveraineté.

Mais, autour de la péninsule, les positions acquises par la France disparaissent progressivement. En Chine, où Vichy maintient des relations parallèles avec le gouvernement de Chiang Kai-shek, replié à Tchoungking, et celui de Wang Ching-wei, installé par les Japonais à Nankin, les concessions françaises de Hankéou, Tientsin et Canton, puis Shanghai sont rétrocédées à Wang Ching-wei en 1943<sup>1</sup>. Dans la même période, les Japonais prennent le contrôle de la concession française de Kuang Tcheou Wan. Avec le retour aux Chinois des concessions à bail, ce sont aussi les privilèges politiques et juridiques, et les intérêts économiques qui s'y rattachent, qui sont atteints. En représailles, le gouvernement de Tchoungking s'empare du chemin de fer du Yunnan. Le gouvernement de la France libre, qui fonde sa politique de réforme de l'Empire sur la

déclaration de Brazzaville (destinée essentiellement à l'Afrique), agit comme si le processus de l'effritement n'était pas engagé en Asie. Les actions françaises répondent à la volonté de restaurer le statut de puissance mondiale de la France. Gaston Monnerville rappelle que, sans empire, la France n'est qu'un pays libéré, mais qu'avec son empire elle redeviendrait une grande puissance. Ainsi, le général Leclerc conçoit son arrivée à Hanoi comme l'étape finale de la libération de la France, mais, en Indochine, la réalité de l'indépendance l'emporte sur la fiction de l'Empire restauré. La France, qui n'a désormais plus les moyens d'une politique de grande puissance, est à contre-courant de la marche du monde et elle s'épuisera dans une guerre qui est le premier pas vers la disparition de son Empire colonial.

### **Les années cruciales**

La défaite de la France au début de la Seconde Guerre mondiale et la rupture des relations introduisirent les colonies indochinoises dans un jeu de forces antagonistes d'où la France fut pratiquement absente. L'occupation japonaise de la péninsule, puis la répartition des théâtres d'opérations entre les Alliés (Pacifique-Chine et Asie du Sud-Est) distendirent encore plus les liens entre la métropole et ses possessions. Cette situation eut un impact considérable sur l'évolution intérieure de la péninsule. Au moment de la déclaration de guerre en Europe, l'Indochine disposait pour sa défense de trente-deux mille militaires auxquels il faut ajouter les forces auxiliaires, gardes et partisans, soit dix-sept mille hommes. Le matériel motorisé, blindé, l'artillerie, les moyens de transmission sont, dans l'ensemble, vétustes ou insuffisants. L'aviation moderne est réduite à dix-sept Morane sous-équipés. En revanche, la Marine démontra son efficacité contre la flotte thaïlandaise à Koh Chang en 1941. Stratégiquement et matériellement, l'armée coloniale d'Indochine n'avait pas, à elle seule, la capacité de faire face à un ennemi extérieur.

### **L'Indochine, un des enjeux du conflit d'Extrême-Orient**

Dans son expansion aux dépens de la Chine, le Japon atteignit, dès 1939, les frontières du nord de l'Indochine. Celle-ci, grâce au chemin de fer du Yunnan, comme la Birmanie, par la route, était un des poumons du gouvernement nationaliste chinois, replié à Tchoungking. En effet, pour les Japonais, une solution décisive du conflit chinois nécessitait l'arrêt des fournitures de matériel militaire qui transitait par Haiphong et la voie ferrée du Yunnan. A cette première raison de l'« intérêt » des Japonais pour l'Indochine s'ajouta, en 1940, un second mobile : l'Indochine, au sens le plus large, ainsi que l'Insulinde, avait été incluse dans les visées du gouvernement japonais afin de dessiner une nouvelle carte de l'Asie. Le projet de mainmise sur les richesses naturelles du Sud-Est asiatique était paré d'une vertu émancipatrice dont bénéficieraient les

peuples jusqu'alors soumis au joug colonial occidental. Il faut rappeler que le Japon hébergeait le prince Cuong Dê qui était le prétendant nationaliste au trône impérial d'Annam. Les agents japonais tels que Matusita, qui opérait sous la couverture de la firme commerciale Dai Nan Koosi, étaient déjà en relation avec des personnalités et des groupes nationalistes comme la secte Cao Dai de Tay Ninh. La défaite française devant l'Allemagne, en 1940, porta un rude coup à l'autorité et au prestige de la métropole. L'onde de choc n'était pas encore atténuée qu'elle fut relayée par deux autres événements liés au précédent. En effet, les Japonais mirent à profit la capitulation française pour pénétrer en Indochine : en septembre 1940, l'armée japonaise force la frontière du Tonkin à Langson et débarque près de Haiphong. En 1941, l'armée impériale investit le reste de l'Indochine.

### *La collaboration d'État franco-japonaise*

Le nouveau cadre politique de l'Indochine reposait sur le compromis entre le gouvernement de Vichy et Tokyo. Déjà, le 20 juin 1940, le gouverneur général Catroux avait dû fermer la frontière avec la Chine pour arrêter le transit du matériel militaire et de l'essence à destination du gouvernement nationaliste chinois de Tchoungking. L'accord du 30 août 1940 octroyait des facilités militaires aux troupes nippones pour qu'elles puissent liquider la résistance chinoise. Une convention militaire, signée à Hanoi le 22 septembre, mettait trois aérodromes à disposition de l'aviation japonaise et autorisait le stationnement de 5 000 à 6 000 soldats au nord du fleuve Rouge. Un protocole signé à Vichy par l'amiral Darlan et l'ambassadeur Kato, le 29 juillet 1941, démultipliait les concessions initiales : l'Indochine était entièrement ouverte aux stationnements et mouvements des unités militaires japonaises. Plus encore : le principe d'une « défense commune » contre l'agression extérieure était admis par le gouvernement français. Ces dispositions acquièrent leur force contraignante après l'attaque de Pearl Harbor en décembre de la même année. Enfin, les conventions de janvier et mai 1941 liaient l'économie indochinoise à celle du Japon. En échange, celui-ci « reconnaissait la souveraineté française sur l'Indochine » dont il s'engageait à respecter l'intégrité territoriale. La nouvelle configuration politique obligea par conséquent le gouvernement français à accepter la médiation nipponne pour mettre fin à la brève guerre franco-thaïlandaise, ouverte par Bangkok en vue d'annexer une partie de la rive droite du Mékong. Le traité de paix du 9 mai 1941 amputait l'Indochine de deux territoires laotiens de cette rive, de la province cambodgienne de Battambang, soit au total soixante-dix mille kilomètres carrés. De nouveau, la nation tutélaire se trouva rabaissée aux yeux de ses protégés<sup>2</sup>.

**Les répercussions internes immédiates (1940-1941)**

Certains adversaires de la colonisation perçurent ces trois défaites successives de la France comme l'opportunité de mettre fin à la domination coloniale. Un contingent de nationalistes vietnamiens du Phuc Quoc Hoi (Restauration nationale) entre à Lang Son avec l'armée japonaise, croyant amorcer la libération du pays, mais ils ne furent que les dupes des accords franco-japonais du 23 septembre 1940. Ainsi, ceux qui refusèrent de se retirer au Guanxi avec les Japonais furent tués ou capturés par les troupes françaises. La surprise fut cruelle pour ces militants et ces combattants qui avaient misé sur le Japon. Pourtant, elle n'enleva pas leurs illusions à certains nippophiles comme le prince Cuong Dê ou l'écrivain Nhat Linh. Jusqu'au 9 mars 1945, les nationalistes vietnamiens « pro-japonais » de toutes obédiences (Dai Viet [Grand Viet], Phuc Quoc Hoi) mènent leurs activités dans l'ombre et sous la protection des Japonais, tout en étant étroitement surveillés par la police française<sup>3</sup>.

Le Parti communiste indochinois crut, lui aussi, le moment venu de passer à l'insurrection. Soumis à une très forte répression depuis septembre 1939, il avait substitué la politique du Front anti-impérialiste au Front démocratique indochinois de 1938. En 1940, le Comité central et les « comités de pays » avaient mis la préparation de l'insurrection armée à l'ordre du jour. Ce changement de ligne politique fut déterminé par des facteurs d'ordre international et local. Le gouvernement de l'Union soviétique, dans une période de « non-agression » avec l'Allemagne de Hitler, et la III<sup>e</sup> Internationale, revient à la dénonciation des impérialismes anglo-saxons et français, à l'idée que la guerre déclarée en 1939 était une guerre entre impérialismes, dont les communistes devaient tirer profit. En Indochine, l'arrivée des Japonais au Tonkin et une première opération armée des communistes à Bac Son (près de Lang Son), les hostilités militaires avec la Thaïlande et les difficultés françaises sur le front terrestre cambodgien, enfin l'apparente réceptivité des tirailleurs à la propagande communiste indiquaient que le schéma russe de 1917 – guerre-défaitisme révolutionnaire-insurrection – était applicable à l'Indochine.

Le 22 novembre 1940, le comité de Cochinchine du PCI donna le signal du soulèvement alors même que le Comité central, réuni en conférence au Tonkin, à 1 800 kilomètres, convenait d'ajourner toute insurrection. Mais l'envoyé du Comité central parvint à Saigon trop tard pour qu'un contre-ordre pût être exécuté. Onze provinces sur vingt et une s'embrasèrent pendant quelques semaines. L'armée de terre, la marine et l'aviation écrasèrent les communistes. De nombreuses peines capitales furent prononcées et exécutées publiquement en 1941. Dès le début de cette même année, l'ordre colonial était rétabli et le PCI fortement décimé, son secrétaire général et trois membres du Comité central fusillés. Dès lors, le PCI mit à profit son « effacement » pour regrouper et réorganiser ses militants et pour définir une ligne politique plus nette parce que plus conforme à la nouvelle situation internationale créée par

l'entrée en guerre de l'URSS et des États-Unis<sup>4</sup>, en même temps que mieux adaptée à la conjoncture asiatique.

### Le gouvernement de l'amiral Decoux

Le gouverneur général Catroux ayant rallié la France libre après avoir été relevé de ses fonctions par le gouvernement de Vichy, la direction des possessions indochinoises était confiée à l'amiral Jean Decoux<sup>5</sup>. La tâche primordiale, et la plus importante aux yeux de ce dernier, était le maintien de la souveraineté française et le respect des engagements auxquels il était tenu par les accords franco-japonais. L'amiral et ses collaborateurs les plus proches, comme G. Gautier et C. de Boisanger, jouèrent un jeu subtil en tentant de préserver ce qu'ils considéraient comme les intérêts de la France tout en respectant les accords passés avec le gouvernement japonais, c'est-à-dire en cédant le moins possible aux exigences nippones. Toutefois, l'équipe de Decoux ne se rendit pas compte (ou, au contraire, elle fit un choix délibéré) que les Japonais avaient avant tout trouvé dans les autorités coloniales des interlocuteurs disposant d'un personnel administratif et militaire indispensable au maintien de l'ordre et au bon fonctionnement de l'exploitation économique de l'Indochine pour l'effort de guerre du Japon. Avant de poursuivre leur « poussée vers le Sud » (*Nanjin*), les Japonais avaient des arrières assurés sans supporter le fardeau d'une prise en charge intégrale de l'Indochine.

En revanche, la présence des Japonais, l'attrait qu'ils exercèrent sur une partie de l'opinion indochinoise, leurs activités de propagande, leur collusion avec les nationalistes indochinois constituaient un danger qu'il fallait contrer, l'administrateur Renou écrivait, dans un rapport daté d'avril 1943, que le sujet principal de préoccupation de l'administration était l'impact japonais sur la population et notamment sur l'élite, d'où l'importance qu'il fallait accorder aux relations franco-annamites<sup>6</sup>. Ce souci dicta aux responsables du gouvernement général une série d'initiatives à l'égard des colonisés.

### La « Révolution nationale » importée

Bien qu'il ait écrit dans ses mémoires<sup>7</sup> qu'il ne s'était pas rallié au maréchal Pétain, mais au seul gouvernement légal et légitime de la France, l'amiral Decoux affirma son adhésion à la révolution nationale. Sa politique ne fut pas seulement le fruit des circonstances, mais elle fut inspirée par une idéologie nationaliste et autoritaire. Il fit preuve de sévérité extrême vis-à-vis de ceux qu'il considérait comme l'« anti-France » et poursuivit la répression contre les communistes et les nationalistes indochinois. Il y ajouta des sanctions contre les gaullistes, les francs-maçons, les Juifs, alors que le faible nombre des Français et l'éloignement de la métropole auraient pu modérer son zèle discriminatoire. L'historien Eric Jennings a analysé avec pertinence les ressorts de la politique vichyste en

Indochine : convergence tacite des idéologies conservatrices voire réactionnaires, de Vichy, du Japon impérial et de l'*establishment* indochinois.

Les Français vichystes et les Japonais avaient un intérêt mutuel à conserver le *statu quo* politique et administratif dans la péninsule pendant la durée de la guerre. Mais cette collaboration dérivée de certaines affinités et plus encore imposée par les circonstances refoulait une rivalité interimpérialiste momentanément mise en sourdine<sup>8</sup>. L'administration Decoux allia antidotes à la présence japonaise et principes coloniaux et vichystes. Elle manifesta des égards vis-à-vis des élites : souverains et mandarins ; elle renforça le statut et le niveau de vie des fonctionnaires en recrutant les Indochinois en plus grand nombre. En outre, elle fit preuve d'une sollicitude vigilante envers la jeunesse, l'encadrant avec soin. La première partie du programme concernait essentiellement les apparences et les nomenclatures. Ainsi, l'appellation « Union indochinoise » fleurait le centralisme ; celle de « Fédération indochinoise » lui fut substituée. L'amiral voulut surtout rehausser le prestige des monarchies en poussant les souverains Bao Dai, Norodom Sihanouk et Sisavang Vong à se montrer le plus possible en public. Mais ses encouragements ne visaient pas à leur faire prendre des initiatives politiques réelles, l'amiral ayant pris soin de distribuer les rôles. Aux autochtones : la gestion, l'exécution, voire l'autorité ; aux Français : le contrôle, le commandement, la sûreté<sup>9</sup>. Aussi les activités des monarques étaient-elles d'apparat : l'« inauguration des chrysanthèmes » s'appelaient au Vietnam fête du Nam Giao. Au Cambodge, la fête des Eaux recevait un éclat particulier. Mais les rites et les voyages mis à part, N. Sihanouk se résignait au « rôle de play-boy » : « Je me consacrais au cheval, au cinéma, au théâtre, au ski nautique, au basket-ball, sans parler de mes aventures amoureuses... bref, je vécus sans utilité<sup>10</sup>. »

Quant à Bao Dai, il reconnaît chez l'amiral le « souci d'accélérer la formation d'une élite autochtone » mais « le résident supérieur préside toujours le Conseil des ministres et demeure le véritable chef du gouvernement impérial [...]. En Indochine, les souverains règnent et l'amiral gouverne<sup>11</sup> ». Ce dernier n'avait que mépris pour la démocratie et ce qu'il appelait « sa pourriture ». Les assemblées, comme le Conseil colonial de la Cochinchine et la Chambre des représentants du peuple de l'Annam, tribunes où s'exprimait un large éventail d'opinions, ne furent plus alors que des organes d'enregistrement pour, finalement, disparaître parce qu'elles avaient été des foyers de démagogie « surtout depuis le Front populaire<sup>12</sup> ». Le Conseil fédéral, créé en 1941, puis le Grand Conseil fédéral établi en 1943, formés de représentants en majorité indochinois, mais nommés par le gouverneur, n'eurent qu'un rôle consultatif. A situation exceptionnelle, pouvoir exceptionnel : personnalité autoritaire, J. Decoux se réserva le pouvoir de décider seul et vite. Aussi le Conseil de gouvernement ne se prononça plus sur les questions importantes<sup>13</sup>, l'amiral se qualifiant alors de « dernier proconsul de France en Extrême-Orient ».



Toutefois, des nécessités impératives conduisirent celui-ci à recruter plus de fonctionnaires indochinois, à confier des postes de responsabilité à certains et à réduire la disparité des soldes entre Indochinois et Français. En fait, le ministre des Colonies E. Mandel avait déjà promulgué des décrets, en 1938 et 1939, qui ouvraient les écoles et la carrière d'officier de l'armée aux jeunes Indochinois, et décidaient le recrutement de fonctionnaires indochinois à égalité de traitement avec les administrateurs civils français. Une évolution avait été donc amorcée à la veille de la guerre. En 1940, le chef du service local de la police de Cochinchine signalait le mécontentement des diplômés en citant six personnes, « retour de France », dont les revenus professionnels étaient dérisoires : deux anciens de l'École polytechnique gagnaient 100 piastres par mois, de même que l'architecte Nguyen Van Duc, alors que son collègue français, qui débutait comme lui, avait une solde supérieure à 400 piastres<sup>14</sup>. L'amiral Decoux reconnaissait l'anomalie de ces situations : « Jusqu'à mon gouvernement général, un tong doc [gouverneur de province] de première classe percevait un traitement inférieur à celui d'un sous-brigadier des douanes françaises<sup>15</sup>. » De plus, le relèvement des soldes était considéré aussi comme un moyen d'éliminer la corruption des fonctionnaires et de rehausser l'image des autorités administratives dans la population. Ainsi, un décret de 1941 augmente les ressources des mandarins : un préfet (*tri-huyen*) de troisième classe reçoit 300 piastres au lieu de 142, un gouverneur de première classe, 700 piastres au lieu de 488<sup>16</sup>.

Le gouvernement de Vichy accorda une attention particulière à l'éducation de la jeunesse. Dans un article de *La Revue des Deux Mondes* du 2 août 1940, le maréchal Pétain reprochait à l'École de la III<sup>e</sup> République de n'avoir su qu'instruire, inculquer des idées, engendrer le scepticisme et non pas éduquer. Ce jugement fut repris en Indochine par certains esprits qui regrettaient l'éducation traditionnelle à dominante morale et les idéaux du libéralisme, de la démocratie, du bolchevisme étaient accusés d'avoir engendré le « mauvais esprit », l'agitation nationaliste, la gangrène communiste. L'idéologie de la Révolution nationale fut diffusée non seulement dans les écoles, mais aussi dans la population. Les messages du maréchal Pétain étaient diffusés à la radio et dans la presse, son portrait était affiché aux carrefours des voies publiques et projeté dans les salles de cinéma. La figure de père du maréchal était particulièrement mise en relief, parce que les autorités estimaient qu'elle serait bien reçue par des peuples acceptant la prééminence hiérarchique fondée sur l'âge et la sagesse. Le culte de Pétain était associé à l'exaltation de la mère patrie : la France. Dans les écoles, le salut quotidien aux trois couleurs, l'hymne *Maréchal, nous voilà !* chanté en chœur faisaient partie d'un programme où les aphorismes du maréchal fournissaient les sujets des leçons de morale et des rédactions de français. La jeunesse des écoles et des organisations participait à de grands rassemblements qui, avec les jeux sportifs, les défilés au pas cadencé, les chants, servaient à commémorer le souvenir des héros : c'est ainsi que Jeanne d'Arc fut associée aux



sœurs Trung et que le sacrifice du capitaine-aviateur Do Huu Vi pour la France fut exalté. Les unes et l'autre eurent leurs effigies reproduites sur les timbres-poste. En ces occasions commémoratives, jeunes Indochinois et Français se retrouvaient côte à côte.

Dans la pensée officielle, la force de la nation et de l'Empire dépendait de l'exercice des corps, autant que de la formation des esprits. La devise « *sana mens in sano corpore* » était celle du commissariat à la Jeunesse et aux Sports, confié au commandant J. Ducoroy. Une École supérieure d'éducation physique fut ouverte à Phan Thiet (en Annam). L'administration Decoux a doté l'Indochine d'équipements sportifs considérables, en 1944 il y avait 991 stades contre 120 en 1940, et 188 piscines contre 22 auparavant. À côté des organisations de scoutisme, le commissariat créa une organisation officielle de jeunesse du même type que les Compagnons de France et, en 1944, six cent mille jeunes participent officiellement aux activités de ces organisations<sup>17</sup>. Jamborees, rallyes cyclistes Saigon-Hanoi, courses au flambeau visaient à inculquer aux jeunes le sens de la solidarité indochinoise. En fait, ils confirmèrent aux Vietnamiens que leur pays était bien *un* du nord au sud. Au Cambodge, le gouvernement général encouragea le mouvement irrédentiste à l'égard des territoires annexés par le Siam. Il fonda un « Foyer de Battambang » à Phnom Penh en vue d'attirer et de retenir les meilleurs sujets de la province de Battambang et de « faciliter leur formation selon une discipline française<sup>18</sup> ». Au Laos, la propagande exalta le thème du « Grand Foyer lao » nettement destiné aux Lao de Thaïlande.

La politique de l'amiral Decoux était à double tranchant. En effet, les initiatives des autorités françaises contribuèrent ainsi indéniablement à cultiver et à renforcer le sentiment patriotique et même nationaliste chez les Indochinois. L'encadrement et l'endoctrinement de la jeunesse pour canaliser son énergie vers des objectifs favorables à la métropole eurent pour conséquence principale le renforcement d'une inclination existant déjà à la veille de la guerre à l'organisation et l'action collectives, et de préparer son détournement vers d'autres desseins. Il en alla de même dans le domaine de la culture, l'amiral Decoux perpétuant la tradition administrative qui cherchait à peser sur le cours de l'évolution culturelle. La situation de guerre, la nécessité de « contrebattre la perfide propagande japonaise » ne pouvaient que renforcer cette volonté d'intervention<sup>19</sup>. L'amiral créa le Service de l'information, de la propagande et de la presse (IPP), dont il confia la direction à un officier de marine, le commandant Marcel Robbe, auteur d'une des meilleures traductions du *Kim Van Kieu*. L'IPP détint aussi la responsabilité des Éditions (officielles) Alexandre de Rhodes. Un prix littéraire du même nom fut décerné à des auteurs. L'activité intellectuelle se manifesta moins à travers les journaux quotidiens, d'information et d'opinion, que par la diffusion de périodiques d'intérêt général et de revues littéraires. La revue *Indochine*, publiée en français, n'était pas dénuée d'intérêt, mais elle ne transgressait pas le conformisme que lui imposait son origine officielle. Plus

importantes pour l'avenir furent les publications émanant des cercles intellectuels vietnamiens de Hanoi.

### Le retour aux sources de l'intelligentsia vietnamienne

Un groupe de scientifiques, avec à leur tête l'ingénieur polytechnicien et agrégé de mathématiques Hoang Xuan Han (auteur du premier dictionnaire scientifique en *quôc ngu*), crée le *Bao Khoa Hoc* (« Journal des sciences ») pour diffuser, en *quôc ngu*, les connaissances scientifiques auprès d'un public cultivé. La revue *Tri Tan* (« Connaissance du nouveau »), dont l'animateur principal était l'érudit Nguyen Van To, collaborateur de l'École française d'Extrême-Orient, proposait des études de philologie, d'histoire ancienne, de littérature classique. Considérée comme trop académique par certains, *Tri Tan* n'en contribua pas moins à l'approfondissement de la connaissance de la civilisation et de l'histoire nationales. *Thanh Nghi* (« Opinion éclairée »)<sup>20</sup> était complémentaire de *Tri Tan*. Ses collaborateurs, plus jeunes, étaient en majorité des juristes (Vu Van Hien, Vu Dinh Hoe), mais la revue publiait aussi les contributions d'un scientifique et historien comme Hoang Xuan Han, des poètes du *Xuan Thu Nha Tap* et du *Tu Luc Van Doan*, et le romancier Nguyen Tuan. Le groupe de *Thanh Nghi* avait pour dénominateur commun la recherche et la création d'une modernité vietnamienne en puisant essentiellement aux sources de la culture française et européenne. Politiquement, ces modernistes étaient des libéraux acceptant le débat d'idées avec les marxistes. Le porte-parole de ces derniers, Dang Thai Mai, était enseignant et critique littéraire. Il fit connaître le romancier chinois Lu Xun dont il traduisit et publia, dans la revue, *La Véridique Histoire d'Ah Q*. Il rendit publique aussi la controverse entre le communiste Zhou Yang et l'écrivain Hu Feng ; polémique avec Vu Van Hien sur le rôle de l'individu dans l'histoire ou celui de l'écrivain dans la société. Parallèlement, le groupe de *Thanh Nghi* poursuivit l'approfondissement de la culture nationale tout en recherchant les domaines de convergence ou de synthèse avec la culture européenne. Les rédacteurs étaient attentifs aux réalités vietnamiennes, qu'ils abordaient par le biais des enquêtes et reportages, notamment sur le monde rural, les questions de l'industrialisation, de l'artisanat, de l'éducation des jeunes.

Dans un autre registre, le marxisant Truong Tuu (*alias* Nguyen Bach Khoa), considéré comme trotskiste, fonda la maison d'édition Han Thuyen et publia de nombreuses œuvres poétiques, romanesques et des essais, dont une interprétation marxo-freudienne du *Kim Van Kieu*, et, en 1944, il édita une analyse marxiste de la société vietnamienne par Luong Duc Thiep. De son côté, Dang Thai Mai provoqua une « bataille d'Hernani » en traduisant et faisant jouer *L'Orage*, du dramaturge chinois Cao Yu, où l'on assiste à la décadence et la désagrégation d'une famille de notables. En 1943, les premiers opéras sur les thèmes patriotiques (*La Nuit de Lam Son*, *La Dette de Me Linh*) écrits par Huynh Van Tieng, sur une musique composée par Luu Huu Phuoc, furent représentés sur la scène

du théâtre municipal de Saigon. On ne peut expliquer cette riche floraison littéraire et cette variété d'interprétation des enjeux culturels que par un relâchement progressif de la censure motivé par le souci d'empêcher les intellectuels vietnamiens de succomber aux appels de la propagande japonaise... Un écrivain communiste reconnaîtra, vingt ans plus tard, qu'en 1942 une partie du monde intellectuel vietnamien était bel et bien séduite par les Japonais<sup>21</sup>.

Le *quôc ngu* était le véhicule de ces créations et de ces échanges qui, en retour, en renforçaient le statut intellectuel et national. La diffusion de l'écriture nationale dans la population fut toutefois élargie de façon notable par le mouvement d'alphabétisation urbain et rural. L'Association pour la diffusion du *quôc ngu* (*Hoi Truyen Ba Quôc Ngu*), fondée à Hanoi en juillet 1938, est alors en plein essor. Elle est placée sous la présidence du lettré Nguyen Van To, mais sa cheville ouvrière, au début tout au moins, est le futur secrétaire général du Parti communiste indochinois : Truong Chinh. L'association est bien implantée au Tonkin et en Annam, et il existe une organisation analogue en Cochinchine. Elle évaluait à cinquante mille le nombre de personnes alphabétisées par ses soins dans le seul Tonkin, dont trente mille à Hanoi et aux environs<sup>22</sup>. Nguyen Van To, quant à lui, estimait que les jeunes Vietnamiens, et notamment les intellectuels, maîtrisaient mieux leur langue maternelle ; il se félicitait qu'à cette époque on ne rencontrât plus d'intellectuels se piquant de savoir écrire le français mieux que le vietnamien<sup>23</sup>. Dans sa tentative pour déceler l'empreinte de la littérature française sur la littérature vietnamienne moderne, le linguiste et essayiste Phan Ngoc identifie la période 1930-1940 comme la plus féconde ; il soutient que les écrivains ont « européanisé » la langue vietnamienne pour remédier aux insuffisances de celle-ci dans l'expression de la pensée discursive et scientifique. Par conséquent, il ne s'agissait pas seulement de copier ou d'adopter des genres littéraires, mais il fallut créer l'outil d'expression adéquat en opérant le passage d'une « langue isolante à une langue flexionnelle », ce changement nécessita l'usage de « locutions employées comme articulations de la pensée discursive, toutes calquées sur le français ». Ce processus se serait achevé dans les années soixante et permettrait selon le même auteur de traduire du vietnamien à une langue étrangère occidentale aussi aisément que d'une langue européenne à une autre langue occidentale<sup>24</sup>. En 1943, le Parti communiste indochinois rédige et diffuse un Manifeste culturel (*De Cuong Van Hoa*) par lequel il exhorte les écrivains et les artistes à participer à l'élaboration d'une « culture nationale, scientifique et prolétarienne ». Ce manifeste expose les objectifs et les critères de la culture que le PCI se propose de faire triompher. Par ailleurs, de jeunes intellectuels, comme l'écrivain Nguyen Dinh Thi et le géographe Nguyen Thieu Lau, considèrent que la paysannerie est l'incarnation de la nation et sa culture le fondement de la culture nationale. Il y a donc un mouvement général de retour aux sources et de réévaluation de la tradition. Ainsi, l'évolution culturelle des Vietnamiens pendant les quatre années de guerre a franchi un pas important vers la

maturation politique. Une maturation analogue à celle des idées politiques, un ressourcement semblable à celui de l'inspiration littéraire eurent lieu dans le domaine artistique où le génie vietnamien s'affirma dans les œuvres de peintres formés à l'École supérieure des beaux-arts de Hanoi. Les talents de Lê Pho, Mai Trung Thu, Vu Cao Dam, Bui Xuan Phai et Nguyen Phan Chanh, pour ne citer que ceux-là, étaient déjà reconnus. Ils avaient su concilier les influences picturales asiatiques et européennes ; c'est sans doute la réussite de cette synthèse qui explique que cet art n'attira pas le public français des artistes, critiques, connaisseurs et collectionneurs portés sur le « primitif », c'est-à-dire les arts africains et océaniques<sup>25</sup>. En 1943, au crépuscule de la domination française, le gouvernement général organisa une exposition des arts plastiques à Hanoi. Des œuvres de To Ngoc Van, Tran Van De, Bui Xuan Phai, entre autres, y furent exposées côte à côte avec des copies de quelques peintres français des XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> siècles. Rendant compte de cette exposition dans le magazine officiel *Indochine* du 9 décembre 1943, le critique Claude M. écrivait : « Les Annamites n'ont pas à rougir de l'origine française de leur mouvement artistique<sup>26</sup>. » Cette transformation a préparé le terrain à la révolution nationale de 1945.

### Le talon d'Achille de l'Indochine : l'économie

Le territoire de la péninsule ne fut pas un champ de bataille, seules quelques villes et l'axe ferroviaire nord-sud furent victimes des bombardements anglo-saxons. Mais la guerre exerça son trauma principalement par le biais de l'économie. Plus encore que la crise économique de 1931, elle révéla la vulnérabilité d'une économie coloniale excentrée, où les régions connaissaient un développement inégal. La Cochinchine exportait du riz, le Tonkin du charbon et l'Indochine importait tous ses hydrocarbures, ses biens d'équipement mais aussi ses produits textiles (matières premières et tissus) et ses produits chimiques. En 1939, les exportations s'élevaient à 4 700 000 tonnes, dont 2 100 000 de riz et maïs, 1 790 000 tonnes de charbon, 215 000 tonnes de minerais divers 158 000 tonnes de ciment. Les importations avaient porté sur 587 000 tonnes, dont 100 000 tonnes de produits chimiques et métallurgiques nécessaires à l'industrie et à l'artisanat locaux, 30 000 tonnes d'outillages industriels (wagons, automobiles, machines-outils), 30 000 tonnes de produits destinés à l'alimentation européenne (lait, farine, vin)<sup>27</sup>.

La guerre agit sur l'économie en trois étapes principales. Elle commença à sevrer l'Indochine de ses liens privilégiés avec la France. Pendant la période 1940-1941, l'Indochine put commercer avec ses partenaires extrême-orientaux habituels : Singapour, Hong Kong, les Indes néerlandaises, mais la guerre du Pacifique mit fin à ces relations. Dans une deuxième phase, l'économie indochinoise fut insérée dans l'économie de guerre japonaise, avec le drainage d'une partie de ses ressources pour alimenter l'effort de guerre nippon. Mais, à partir de

1943, la maîtrise de la mer et du ciel par les Alliés interrompit la navigation entre l'Indochine et les pays de la sphère nippone, mais aussi les communications entre la Cochinchine et le Tonkin dont les économies étaient complémentaires. Lorsque l'accord sur la livraison de riz au Japon pour 1945 est signé, en mars, les Japonais disposent encore de 100 000 tonnes en stock qui n'ont pas pu être acheminées. Le gouvernement général doit donc s'atteler à la redoutable tâche de faire fonctionner l'économie afin de satisfaire les besoins indochinois, tout en respectant les accords économiques signés entre Vichy et Tokyo. En outre, le 31 août 1941 puis le 30 décembre 1942, les troupes japonaises stationnées en Indochine exigeaient d'importantes livraisons de denrées vivrières, de matières premières, et réquisitionnaient du matériel de transport.

Il fallait faire travailler la population, lui assurer des moyens de subsistance. Les grands travaux, dont le programme avait été établi avant la guerre, furent activement poussés, notamment l'aménagement des « casiers rizicoles » pour y installer des paysans et étendre les cultures. La recherche et la fabrication de produits de substitution, notamment pour suppléer la disparition des hydrocarbures, furent couronnées de succès : l'administration encouragea la mise en culture ou l'extension de surfaces consacrées au ricin et à l'arachide. Leur superficie passa de 17 500 hectares en 1939 à 59 000 en 1942 et 68 000 en 1944<sup>28</sup>. Pour pourvoir à la demande de textiles, la superficie consacrée à la culture du coton passa de 7 000 hectares avant guerre à 19 000 en 1942 et 52 000 en 1944<sup>29</sup>. L'ingéniosité des chimistes s'étendit aux produits pharmaceutiques, aux produits alimentaires pour les enfants, à la fabrication du vin. L'extension des superficies cultivées, la livraison obligatoire au Japon de certains produits (ricin, coton, riz), le contrôle des prix, la maîtrise du rationnement exigeaient la mise en œuvre d'une politique dirigiste. Dans ce but, le gouvernement créa, sur le modèle vichyste, une série d'organismes, les principaux étant le Comité des céréales et le Comptoir du charbon. Une telle organisation, très lourde et pas toujours efficace, visait à conserver le contrôle du commerce intérieur et extérieur, face aux Japonais, et à réguler une économie très sensible aux spéculations et au marché noir. Les grands travaux et, surtout, les allocations de piastres aux troupes japonaises (58 millions de piastres en 1941, 117 millions en 1943, 363 millions en 1944) aggravèrent l'inflation. La circulation fiduciaire, de 364 millions dès 1942, atteignait 1 500 millions en mars 1945.

En dépit du relèvement des soldes et des salaires, la population ressentit de plus en plus fortement les effets de la pénurie et la hausse des prix : « En dépit de la réglementation et de la répression, note un haut fonctionnaire, la pénurie ne pouvait se traduire que par une hausse constante des prix qui devait créer un mécontentement de plus en plus profond dans la masse. L'indice des prix de gros à Saigon, sur une base de 100 en 1925, était passé à 182 en 1943, à 329 en décembre 1944. L'indice général du coût de la vie pour les Européens de 100 en 1925 à 199 en 1943 et 338 fin 1944. Le même indice à Hanoi était de 356 en 1943 et 740 en décembre 1944. L'augmentation du coût de la vie était plus

sensible encore pour les Indochinois de la classe ouvrière. L'indice à Saïgon était de 236 en 1943, 437 fin 1944 ; à Hanoi, de 541 et 1 040 aux mêmes dates. Cet accroissement qui tendait à devenir vertigineux à la fin de 1944 finissait par dépasser les possibilités d'action de l'administration<sup>30</sup>. » En 1944, l'économie indochinoise est « à la veille de l'effondrement industriel ». « Que dire de l'année 1945 ? » s'interroge l'Inspection générale des mines et de l'industrie. « La seule recommandation à faire serait de renoncer à tous les travaux neufs même si ces travaux ne consomment que de la main-d'œuvre, il faut trouver du riz et, pour le payer, il faut faire un peu plus d'inflation<sup>31</sup>. »

La situation est cruciale car les communications et les transports, vitaux pour la survie du Tonkin surpeuplé, sont interrompus par les bombardements de l'aviation alliée et les interventions des sous-marins américains. Au cours des sept premiers mois de 1944, 8 600 tonnes de riz seulement sont chargées à Saïgon à destination du Tonkin (80 000 tonnes en 1940). Une mauvaise récolte de riz pendant l'hiver 1944-1945 plonge le Tonkin et le Nord-Annam dans une famine terrible (le nombre des victimes est évalué à un million). Lorsqu'en septembre 1945 les Anglais feront l'inventaire des stocks de riz de Cholon, ils parviendront aux estimations suivantes : 69 000 tonnes dans les entrepôts japonais de la Compagnie Mitsui, 66 000 tonnes dans les magasins du Comité des céréales. Quant aux stocks japonais des provinces cochinchinoises, cambodgiennes et du Nord-Annam, ils s'élevaient à 25 000 tonnes ; les stocks privés de Cochinchine étaient évalués à 100 000 tonnes, ceux du Cambodge à 50 000 tonnes<sup>32</sup>. La famine du Nord fournit un argument idéal pour dénoncer les carences du régime colonial et même une prétendue collusion franco-japonaise pour liquider physiquement la population vietnamienne. Le Vietminh s'en sert non seulement comme d'une arme de propagande, mais aussi pour mobiliser et organiser la population afin de s'emparer des stocks emmagasinés par les Français, puis gérés par les Japonais après le 9 mars 1945.

### **Le 9 mars 1945 et ses conséquences**

Dans la nuit du 9 mars 1945, les troupes japonaises entrèrent en action sur tout le territoire de l'Indochine pour désarmer les Français et leur enlever l'administration de la région. Après des combats localisés mais parfois très durs, par exemple à Lang Son, les Japonais mirent fin à une domination étrangère de plus de trois quarts de siècle. Quelques unités militaires françaises purent passer en territoire chinois, où elles ne connurent cependant pas la fin de leurs déboires<sup>33</sup>, à cause de l'incompréhension ou du parti pris des autorités chinoises et des Américains. Le « coup de force » releva-t-il autant des circonstances que d'un dessein prémédité de longue date ? Depuis 1943, la guerre dans le Pacifique et l'Asie du Sud-Est avait pris une tournure favorable aux Anglo-Saxons. En 1944, dans la France libérée, le gouvernement du général de Gaulle préparait la



libération de l'Indochine de l'occupation nippone. Le nouveau gouvernement métropolitain nomma, pour le représenter, le général Mordant, qui commandait les troupes d'Indochine. Celui-ci doublait l'amiral, qui demeurait cependant gouverneur général en titre. Les Japonais, quant à eux, savaient que des réseaux français en Indochine étaient en relation avec les Alliés et que, dans l'éventualité d'un débarquement américain, ils ouvriraient un front intérieur. L'offensive nippone visait à prévenir ce « coup de Jarnac », possible sinon probable. Elle réconcilia ses auteurs, initialement assez divisés, avec l'objectif idéaliste de la libération de l'Asie, en mettant fin à la situation équivoque qui régnait jusqu'alors<sup>34</sup>. La conséquence immédiate fut l'effondrement de la tutelle française. C'était, aux yeux des Indochinois, la sanction tardive mais définitive du déclin de la France en tant que puissance impériale. Le 9 mars 1945 eut une autre conséquence immédiate : les Américains de Chine ne pouvant plus compter sur les réseaux français pour les renseignements et d'éventuelles opérations contre les Japonais, l'OSS (Office of Strategic Services) – section Indochine – entra en relations avec le Vietminh<sup>35</sup>. Celui-ci, c'est-à-dire en fait le PCI, estima que le moment était venu de prendre l'initiative sur le front politico-militaire<sup>36</sup>.

Le gouvernement japonais octroya l'indépendance aux royaumes de l'Annam-Tonkin, du Cambodge et du Laos dès mars 1945. Le sort de la Cochinchine demeurait en suspens parce que les Japonais estimaient qu'elle était revendiquée à la fois par les Cambodgiens et par les Vietnamiens. Dans leur ensemble, les populations restèrent sceptiques envers cette indépendance accordée par une puissance occupante et que tous savaient dans une position délicate. En effet, la certitude de la défaite nippone devenait chaque jour plus ferme. Les autorités japonaises elles-mêmes laissèrent s'instaurer une situation de fait qui doublait la situation officielle. Les gouvernements indochinois étaient sans pouvoir financier et militaire. Entre l'octroi de l'indépendance par les Japonais et la capitulation de ceux-ci, les gouvernements indochinois, particulièrement celui du Vietnam, ne disposèrent que de cinq mois pour asseoir leur autorité, élaborer et mettre en œuvre des initiatives politiques et économiques<sup>37</sup>. Enfin, le désarroi puis l'anarchie s'installèrent après la capitulation du Japon en août 1945. Les mouvements et les partis politiques qui avaient attendu l'« occasion favorable » exploitèrent alors la situation.

### **La révolution d'août 1945 au Vietnam**

La désagrégation politique fut d'autant plus forte au Vietnam que ce pays était le seul de ceux d'Indochine qui fût développé au regard des critères de la modernité. Celui où il y avait une vie politique réelle et dynamique, la lutte nationale la plus vigoureuse, mais aussi les rivalités internes les plus aiguës. Par-dessus tout, le Parti communiste indochinois était en fait un parti vietnamien et l'envergure internationale du communisme d'obédience soviétique donnait aux enjeux politiques indochinois



une dimension mondiale. Qui, en Indochine, allait profiter de la situation nouvelle créée par la capitulation, devant les Alliés, de l'empereur du Japon ? Les groupes nationalistes pro-japonais avaient une puissance inégale. Deux d'entre eux s'imposaient parce qu'ils étaient plus que des « partis » politiques et s'appuyaient sur des religions nouvelles : caodaïsme et Hoa Hao, dont les dirigeants revendiquaient chacun un million d'adeptes. L'importance de ces sectes dites « politico-religieuses » provenait non seulement de l'attraction qu'elles exerçaient sur les masses rurales, mais aussi de ce que leurs prophètes et prêtres avaient mis à profit la période qui suivit le 9 mars 1945 pour organiser leurs fidèles sur des bases territoriales, paramilitaires et politiques. Ces forces politico-religieuses étaient les seules à pouvoir contrebalancer le dynamisme du PCI, éventuellement s'y opposer. Les nationalistes qui n'avaient pas collaboré avec les Japonais, ceux du Viet Nam Quoc Zan Dang, réfugiés en Chine, demeuraient dans la mouvance du Guomindang. Ils comptèrent sur l'entrée, longtemps envisagée puis réalisée en octobre 1945, des armées chinoises dans le nord du pays, et de ce fait ils ne surent pas prendre d'initiatives autonomes.

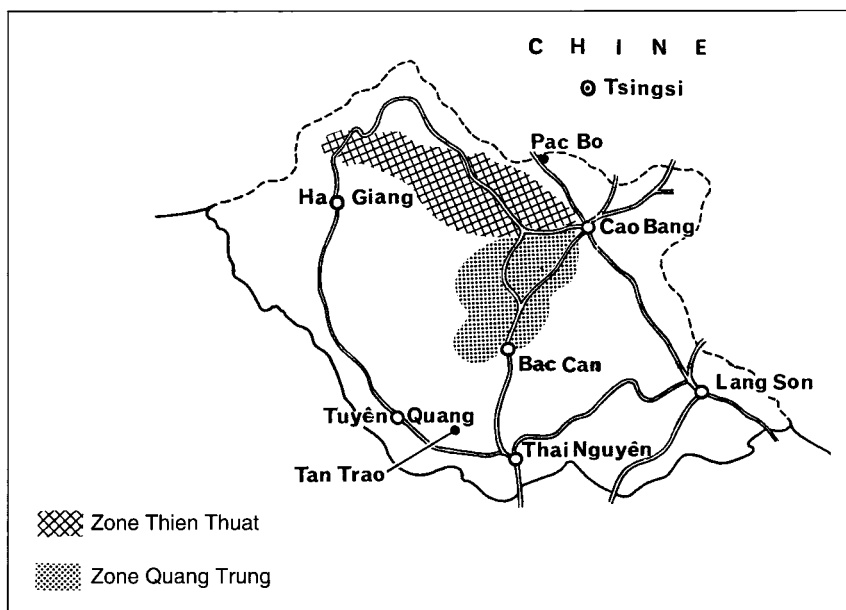
Le PCI était la seule organisation politique qui avait une stratégie nettement définie, une tactique arrêtée dès 1940. Son recrutement était numériquement limité : le Parti comptait environ cinq mille membres dont plus d'un millier en prison, le Parti était absent de certains districts et même de provinces. Cependant en 1945, l'implantation communiste s'étendait à toute la péninsule et les communistes animaient des centaines de comités de salut national (*hoi cuu quoc*) regroupant probablement des dizaines de milliers d'adhérents. Ces comités furent à la fois des pôles de diffusion de l'influence du PCI et des outils d'action politique et éventuellement militaire. Il est certain que l'espace et le temps durent laisser aux militants communistes et viet minh locaux l'initiative d'interpréter, d'infléchir voire de modifier les principes généraux et les directives venus du sommet<sup>38</sup>. Ses dirigeants surent utiliser ces atouts avec le sens très poussé de l'opportunité à saisir. Pourtant, à la fin de 1940 et au début de 1941, le PCI, occupé à panser ses blessures, était dans le creux de la vague. Dans le Sud, l'échec du soulèvement l'avait démantelé, dans le Centre et le Nord, les militants étaient dans la clandestinité ou dans les maquis. Dans le contexte nouveau de l'occupation japonaise de l'Indochine et de l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht, Ho Chi Minh, revenu d'Union soviétique et par ailleurs très sensible à la conjoncture internationale, imprima un nouveau cours à la stratégie du PCI. Le 8<sup>e</sup> plénum du comité central du PCI réuni à Pac Bo (Haute région du Tonkin) du 10 au 19 mai 1941 fut un événement capital. Il définit une nouvelle ligne politique où la révolution sociale (lutte des classes et révolution agraire) est ajournée pour donner la priorité à la « révolution de libération nationale ». La logique de celle-ci accordait un rôle central au Viet Minh, organisation frontiste, différente du front anti-impérialiste par le ralliement à la cause des Alliés contre les États fascistes<sup>39</sup>. Après avoir adopté cette stratégie de libération nationale associant en une même cible

les Français et les Japonais, il en fonde l'instrument : le Viet Nam Doc Lap Dong Minh (L'Alliance pour l'indépendance du Vietnam), connu sous l'abréviation Vietminh. Son but est le rassemblement de toutes les forces politiques et patriotiques autour – en fait, sous la direction – du PCI. La libération est conçue comme un processus de lutte armée et les survivants de l'insurrection de Bac Son (septembre 1940) constituèrent un des deux noyaux militaires de l'Armée pour le salut national<sup>40</sup>. Celle-ci et le parti avaient aménagé un espace de la haute région tonkinoise en zone libérée, dite Viet Bac. L'armée française ne réussit pas à faire disparaître ces maquis malgré des opérations de « pacification », menées en 1943-1944. Certes, la région était peu peuplée et elle l'était par des ethnies comme les Thai et les Zao, mais elle était favorable aux embuscades et à la fuite. Le Viet Bac assurait, en outre, le transit vers la Chine et donc les liaisons avec le Parti communiste chinois et probablement avec l'Internationale communiste (jusqu'en 1943 officiellement).

A partir du 9 mars 1945, le Vietminh a, pour ainsi dire, les coudées franches et ses groupes armés ont déjà poussé leur avance jusqu'à Thai Nguyen<sup>41</sup>, aux portes du delta du fleuve Rouge. Nguyen Ai Quoc, qui a pris le nom d'Ho Chi Minh en 1941, a établi son quartier général à Tan Trao, un village distant de Hanoi de soixante-dix kilomètres. Là, le Vietminh recueille les fruits de sa coopération avec l'OSS. Non seulement le *Deer Team* du major Allison K. Thomas, arrivé à Tan Trao le 16 juillet 1945, dote le Vietminh d'armes neuves et augmente le prestige des communistes vietnamiens, mais encore c'est grâce à son appareil de transmission radio que Ho Chi Minh et ses camarades apprirent la capitulation du Japon. Ils purent donc agir en conséquence ; à l'annonce de la reddition nipponne, une Convention nationale, réunie à Tan Trao les 16 et 17 août, plaça Ho Chi Minh à la tête d'un gouvernement provisoire de salut national. L'Armée de salut national (Cuu Quoc Quan) se mit en marche vers Hanoi. Dans cette ville, le comité vietminh avait décidé de s'emparer des lieux et des bâtiments vitaux. Il le fit sans coup férir le 19 août 1945, après s'être assuré de la neutralité complice du mandarin Pham Kê Toai, délégué de l'empereur Bao Dai au Tonkin<sup>42</sup>. La seule incertitude provenait du commandement militaire japonais. L'armée d'occupation n'opposa pas d'obstacle réel, selon la version du président du Comité militaire révolutionnaire de Hanoi ; la prise de la résidence et des armes de la garde civile (ex-garde indigène) s'opère sans difficultés, bien que « l'armée japonaise avait mobilisé des forces importantes, disposé quatre tanks pour barrer le carrefour et fait avancer les fantassins jusqu'à la palissade du casernement de la garde civile<sup>43</sup> ». Commença alors un face-à-face entre la foule, des miliciens d'autodéfense et les Japonais. Les révolutionnaires vietnamiens exhortèrent les soldats japonais à attendre leur rapatriement sans se mêler des affaires intérieures vietnamiennes. « Dans la soirée, écrit Nguyêñ Khang, devant notre force résolue, les Japonais durent battre en retraite<sup>44</sup>. »

Les Japonais admirent l'entrée des unités de l'Armée de libération dans Hanoi au moment où celles-ci parvenaient à Gia Lam (l'aérodrome

### Les zones Thien Thuat et Quang Trung dans les mouvements révolutionnaires au Viet Bac



de la ville) dans la matinée du 26 août <sup>45</sup>. Ho Chi Minh était entré discrètement dans la ville depuis le 21. Le 2 septembre, il proclama l'indépendance du Vietnam, appelé désormais République démocratique du Vietnam. Vo Nguyen Giap décrit ainsi la ville en liesse et le meeting sur la place Ba Dinh : « Le rouge égaye Hanoi. Les drapeaux, les lumières, les fleurs emplissent le ciel à perte de vue. Les oriflammes rouges flottent sur les maisons, sur les rangées d'arbres, sur les lacs [...]. Toutes les usines, les magasins et les petites boutiques ont fermé. Les marchés ne se tiennent pas. Toutes les activités de commerce et de production de la ville ont cessé. La population de la capitale : les vieux, les jeunes, femmes et hommes sont dans la rue. Tous ont compris qu'il faut assister à ce premier grand rassemblement de la patrie <sup>46</sup>. » Après la lecture de la déclaration de l'indépendance vietnamienne, la foule est appelée à prêter serment : « Si les Français reviennent pour conquérir le Vietnam, nous jurons : de ne pas nous battre à leur service ; de ne pas travailler pour eux ; de ne pas les ravitailler ; de leur barrer la route. Il y avait un million de personnes, un million de voix s'élevèrent comme une seule <sup>47</sup>. »

A Huê, les Jeunesses de première ligne du chef scout Ta Quang Buu contrôlaient la capitale impériale, où, le 22 août, un comité vietminh fut mis en place. Le 25 août, l'empereur Bao Dai abdiqua. A Saigon, un scénario analogue se déroula le même jour. Un comité exécutif du Nam Bo présidé par le communiste Tran Van Giau organisa la prise de pouvoir avec l'aide d'une organisation de masse, les Jeunesses d'avant-garde, fondée et dirigée par un autre communiste, le docteur Pham Ngoc

Thach. Pas plus qu'ailleurs, les autorités japonaises n'interviennent<sup>48</sup>. Dans les provinces, tantôt le Vietminh à dominante communiste, tantôt les nationalistes (Viet Nam Quoc Zan Dang, Phuc Quoc Hoi/Restauration nationale) détiennent l'autorité de façon hégémonique ou entrent en concurrence les uns avec les autres. Parce qu'il était mieux organisé, parce qu'il ne s'était pas compromis avec les Japonais et pouvait prétendre représenter la résistance intérieure, le PCI devenait un interlocuteur valable des Alliés et bénéficiait d'une aura certaine auprès de la population.

A l'été de 1945, le corps expéditionnaire français qui avait été organisé pour reprendre pied en Indochine n'était pas prêt. Les attermolements causés par l'hostilité du président des États-Unis F. D. Roosevelt à la politique coloniale de la France, singulièrement à sa politique indochinoise, cessèrent après sa mort. A la conférence de Potsdam, le 12 juillet 1945, les Alliés admirèrent la participation des troupes françaises au théâtre d'opérations asiatiques et, en même temps, décidèrent de confier le désarmement des troupes japonaises au sud du 16<sup>e</sup> parallèle aux Anglais. L'État vietnamien nouvellement fondé était d'ores et déjà la proie des intrigues et des rivalités. Le gouvernement britannique considérait que l'administration légitime en Indochine était celle de la France. En outre, son représentant à Saigon, le général D. D. Gracey, estimant que les Vietnamiens étaient incapables de maintenir l'ordre, réarma les troupes françaises dès la fin de septembre 1945. Le 23 septembre, le comité exécutif du Nam Bo appelait la population à quitter Saigon et à entrer en résistance. La première guerre d'Indochine commençait en Cochinchine.

Au nord du 16<sup>e</sup> parallèle, l'armée chinoise du Yunnan, sous le commandement du général Lu Han, pénétrait au Tonkin et au Laos. Le cours de la révolution vietnamienne allait-il changer ? Les nationalistes allaient-ils saisir le pouvoir grâce à l'appui de l'armée chinoise ? Il n'en fut rien parce que le gouvernement de Chiang Kai-shek dut renoncer aux visées qu'il avait sur l'Indochine. Ho Chi Minh avait trouvé chez le major Patti et certains de ses camarades de l'OSS-Indochine des oreilles attentives et une forte sympathie. Mais, outre que ce sentiment n'était pas partagé par tous les exécutants de la politique américaine en Asie, le successeur de Roosevelt, Harry Truman, modifia progressivement le cours de la politique indochinoise des États-Unis. Il n'est alors plus question de *trusteeship* international sur l'Indochine, formule à laquelle Roosevelt aurait été fidèle jusqu'à sa disparition, selon l'historien Stein Tonnesson. Le danger soviétique, l'importance croissante de la France de de Gaulle dans le concert international engagèrent le gouvernement américain à reconnaître la souveraineté française sur l'Indochine dès juin 1945 (déclaration politique du département d'État datée du 22). Le 5 octobre, un télégramme du secrétaire d'État, Dean Acheson, affirme clairement que les États-Unis ne s'opposent pas au retour de la France en Indochine et le patron de l'OSS, Bill Donovan, estime qu'il faut maintenir les empires coloniaux européens pour faire face au communisme<sup>49</sup>.

Restaient les Français, dont le gouvernement était représenté à Hanoi par un groupe conduit par J. Sainteny, arrivé le 22 août 1945 avec la mission Patti. J. Sainteny se trouvait dans une situation très délicate : comment éviter de rencontrer et de discuter (manière de le reconnaître) avec un pouvoir vietnamien indépendant alors que sa mission était de restaurer l'autorité de la France ? Ce dessein est, d'une part, stimulé par la collectivité des Français de Hanoi qui vivait dans l'angoisse et la frustration de son pouvoir colonial perdu et qui était quotidiennement humiliée lors d'incidents individuels. D'autre part, il est contrarié par le major Patti et le commandement chinois qui cantonnent Sainteny dans un rôle mineur d'accompagnateur, lui déniaient toute capacité de négocier et de décider<sup>50</sup>. Les administrateurs J. Cédile et Pierre Messmer furent parachutés, respectivement en Cochinchine et au Tonkin, avec le titre de commissaires de la République française. L'extension des « opérations de police », que les Français entreprennent à Saïgon avec l'aide des Anglais, éclaire les Vietnamiens sur les intentions, non dissimulées, du gouvernement de la IV<sup>e</sup> République de reprendre le contrôle de l'Indochine.

Au Cambodge comme au Laos, déclarés États indépendants après le 9 mars 1945, les événements qui succèdent à la capitulation japonaise prennent une tournure différente de celle du Vietnam. Dans les deux royaumes, la monarchie fut maintenue et les souverains, Norodom Sihanouk et Sisavang Vong, furent toujours respectés. Cependant, les Japonais avaient ramené à Phnom Penh le leader nationaliste Son Ngoc Thanh, compromis dans la manifestation dite des « parapluies » (20 juillet 1942)<sup>51</sup>. Le 9 août 1945, par un coup d'État, Son Ngoc Thanh écarte le roi du Conseil des ministres et gouverne en fait le Cambodge jusqu'en octobre 1945<sup>52</sup>. Au Laos, dès septembre 1945, le roi décidait de renouer les liens avec la France, tandis que le prince Phetsarath, ses demi-frères Souvanaphouma et Souphanouvong et d'autres leaders réaffirmaient l'indépendance d'un Laos unifié et créaient le mouvement Lao Issara. La nombreuse collectivité vietnamienne, notamment à Thakhet, mais aussi à Savannakhet et à Vientiane, était acquise, en majorité, à l'indépendance, le Vietminh l'ayant mobilisée et organisée en milices d'autodéfense. Les Vietnamiens du nord-est de la Thaïlande s'organisent de la même manière jusqu'à la prise du pouvoir par Phibun Song Kram en 1948<sup>53</sup>. Le prince Souphanouvong, qui était ingénieur des travaux publics au Vietnam, rentre au Laos avec une escorte vietminh qui lui fournira les premiers conseillers et les formateurs des forces armées du Pathet Lao. L'un d'entre eux relate : « Le 1<sup>er</sup> octobre 1945, six officiers et moi-même, nous fûmes convoqués par la direction des opérations spéciales. Nous avons été choisis pour escorter Son Altesse royale le prince Souphanouvong jusqu'à Vientiane conformément aux instructions du président Ho Chi Minh. Nous prîmes avec nous cinq soldats, quinze vieux fusils et une vieille mitrailleuse Bren [...], une aide généreuse compte tenu des ressources de l'Armée de libération à cette époque [...]. Le jour suivant, nous fîmes notre première halte à Khê Sanh. Là, d'un ton

solennel, le prince nous ordonna de retirer nos insignes de l'Armée de libération (viet) et de les remplacer par des insignes laotiens qui avaient été fariqués à Hanoi<sup>54</sup>. » L'auteur de ces lignes, un Vietnamien qui, par la suite, organisa le Service de renseignement du Pathet Lao, nous livre d'autres observations : « Ma première impression de Savannakhet était celle d'une ville vietnamienne : nous entendions des voix vietnamiennes et les milliers de personnes qui nous accueillirent étaient pour la plupart des Vietnamiens [...]. La communauté vietnamienne était fière de nous et la majorité pensait que nous étions l'avant-garde d'une armée conquérante. Les leaders laotiens [...] manifestaient beaucoup de défiance à notre égard. Nous n'avions pas prévu cela et notre travail se heurta à de nombreuses difficultés. Tout d'abord notre situation insolite [de Vietnamiens en uniformes laotiens] n'était pas comprise des Laotiens ni des Vietnamiens<sup>55</sup>. »

Dès que le Japon eut capitulé, les pays qui avaient été dominés par la France furent en état de sécession politique et morale vis-à-vis de la métropole. Les gouvernants et les peuples dans leur majorité étaient convaincus que cette voie était irréversible. Mais la volonté de résistance était inégale : des trois pays, le Vietnam disposait des meilleurs atouts dont ses dirigeants révolutionnaires envisageaient, dès le départ, leur utilisation sur toute l'étendue de l'espace indochinois<sup>56</sup>.

### Restaurer la souveraineté française

La politique intérieure française pesa fortement sur la politique pratiquée en Indochine à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La IV<sup>e</sup> République fut trop instable pour que ses gouvernants de plus en plus divisés pussent élaborer une politique cohérente et ferme en Indochine. Les principes d'orientation réformatrice et libérale posés à Brazzaville furent rapidement oblitérés par la volonté de reconstruire la grandeur impériale française, puis très vite par l'anticommunisme.

En réexaminant les années 1946-1948, le gouverneur Henri Laurentie reconnaissait que la France était trop faible et les décideurs de la politique française trop faillibles pour conduire une « massive opération pour gagner les cœurs et les esprits<sup>57</sup> ».

Par-dessus tout, le nationalisme de la nation dominatrice ne pouvait pas se concilier avec le nationalisme des colonisés contrairement à l'illusion des libéraux français comme de leurs homologues hollandais à un an de distance (accords de Linggadjati signés en mars 1947 avec la République indonésienne).

Le général de Gaulle délégua en Indochine des hommes porteurs de directives dont les sources étaient la déclaration de Brazzaville de 1944, et surtout la déclaration gouvernementale sur l'Indochine, du 24 mars 1945. Il y exprimait ses intentions d'instaurer un nouveau régime pour l'Indochine : celle-ci serait désormais réorganisée dans une Fédération indochinoise, elle-même intégrée dans un nouvel ensemble fédéral :



l'Union française. Le degré d'autonomie des possessions françaises était conçu de façon à préserver l'autorité de la France et son pouvoir de décision dans les domaines les plus importants, comme la monnaie, les relations extérieures et la défense. Ce réaménagement des liens entre les colonies et la métropole pouvait satisfaire, plus ou moins, les colonies demeurées dans l'orbite immédiate de la France. Mais l'Indochine, géographiquement éloignée de la métropole, était placée dans une situation de fait qui excluait le retour à une dépendance politique : le Vietnam, en l'occurrence la République démocratique, le Laos et le Cambodge étaient déjà indépendants. Accepter d'entrer dans l'Union française était, en bonne logique, une régression. L'incompatibilité des points de vue en présence était exemplaire dans le cas du Vietnam où, très tôt, des messages furent échangés, des rencontres furent organisées entre les émissaires du gouvernement français d'une part, le Vietminh et des personnalités vietnamiennes d'autre part<sup>58</sup>.

Du côté français, résultat dû à l'ignorance et à une sous-estimation de l'évolution des esprits et du rapport des forces, le mot indépendance, même s'il ne devait avoir un accomplissement qu'à long terme, ne fut jamais prononcé. Du côté vietnamien, principalement du Vietminh qui était l'interlocuteur inévitable des Français, le futur envisagé pour l'Indochine par le gouvernement de Gaulle était inacceptable : la déclaration gouvernementale du 24 mars 1945 affirmait que la France n'abdiquerait pas sa souveraineté en Indochine et se proposait de faire de celle-ci une fédération d'États autonomes. L'ex-empereur d'Annam Zuy Tan a vu dans cette déclaration l'œuvre des fonctionnaires du ministère des Colonies « attachés au *statu quo* ». Dans ce qu'il est convenu d'appeler son « testament », l'ex-monarque exilé que le général de Gaulle a pressenti pour retourner en Indochine souligne qu'il « est impossible, après la guerre, de se présenter devant l'Indochine et particulièrement devant l'Annam les mains vides, en n'ayant rien que des promesses. Il faut absolument apporter à ces hommes un sacrifice qui témoigne à la fois de la générosité de la France et de la hardiesse des réalisations de la IV<sup>e</sup> République<sup>59</sup> ».

De son côté, l'organe du PCI, *Co Giai Phong* (« Le drapeau de la libération ») « annonce la couleur », dès février 1944, en dénonçant le refus des gaullistes de reconnaître l'indépendance du Vietnam<sup>60</sup>. Lorsque le capitaine Paul Mus, au début de 1945, revient de mission d'information, il est amené à constater que le courant ne passe pas entre les Vietnamiens et le général de Gaulle<sup>61</sup>. Toutefois, le rapport de forces va conduire les acteurs à modérer les principes ou à surseoir à l'exécution intégrale et immédiate de leurs projets respectifs. Lorsque, fin 1945, les Français veulent reprendre pied en Indochine, ils n'ont pas les coudées franches et seuls les Britanniques les soutiennent. Dans le Nord, les Chinois ont leurs propres objectifs. Chez les Américains, l'anticolonialisme de F. D. Roosevelt et de son entourage est encore de rigueur, sans toutefois aller jusqu'au soutien au gouvernement de Ho Chi Minh que les Français leur imputent. Ho Chi Minh et son gouvernement sont, quant à eux,



placés dans une situation critique. L'Union soviétique est trop loin, les communistes chinois sont sur le point de s'engager dans une guerre incertaine avec les nationalistes. Ceux-ci occupent le Vietnam jusqu'au 16° parallèle et favorisent leurs amis du VNQZD. Certes, Ho Chi Minh s'est lié d'amitié avec le major Patti : celui-ci le conseille et transmet à son propre gouvernement (*via* Tchoungking) les messages où Ho Chi Minh en appelle aux idéaux libéraux et démocratiques des États-Unis. Mais Patti est sermonné par ses supérieurs et par l'ambassadeur Hurley pour s'être compromis avec les communistes. La sympathie du major de l'OSS a donc peu de poids auprès du gouvernement américain <sup>62</sup>.

En revanche, l'évolution de la politique intérieure de la France retient l'attention du gouvernement vietnamien, qui est en fait contrôlé par les communistes. La participation de ministres communistes au gouvernement français, le prestige et l'influence du PCF après la Résistance sont certainement entrés en ligne de compte pour infléchir la politique de Ho Chi Minh. Celui-ci incline vers la négociation avec les Français plutôt que d'opter d'emblée pour le heurt frontal. Par ailleurs, les troupes du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient (CEFEO) ont débarqué en Cochinchine, non seulement à Saïgon, mais aussi dans le delta du Mékong où la 2<sup>e</sup> division blindée du général Leclerc a commencé de pénétrer. La résistance doit affronter une puissance de feu considérable avec des moyens très faibles. Au Cambodge, le général Leclerc s'empare de la personne de Son Ngoc Thanh le 15 octobre 1945, sans opération militaire et sans réelles difficultés. Dans le Bas-Laos, les Français ont bénéficié de l'appui de la maison princière de Champassak et de la faiblesse des Lao Issara ; la seule résistance est le fait de Vietnamiens organisés par le Vietminh. Ainsi, dès l'automne 1945, ce qu'il faut bien appeler la reconquête a débuté.

### **Ho Chi Minh choisit la temporisation**

Par l'intermédiaire de J. Sainteny – nommé commissaire de France au Tonkin –, des négociations triangulaires sont engagées entre le gouvernement français, celui de la République démocratique du Vietnam et le gouvernement chinois. Ho Chi Minh doit accepter de signer les accords du 6 mars 1946 avec la France pour se débarrasser des troupes chinoises et de la pression des nationalistes vietnamiens. Le gouvernement nationaliste chinois accepta de retirer ses troupes du Tonkin après que la France eut renoncé à toutes ses concessions et à ses privilèges en Chine. Les troupes françaises étaient acceptées au Tonkin. Par la convention préliminaire des accords du 6 mars, la France reconnaissait le Vietnam comme un « État libre », ayant son gouvernement, son Parlement, son armée et ses finances, et faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française. Un point important était l'acceptation par la France du principe de la réunification du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine, sous réserve d'une consultation des populations par un référendum.

L'accord annexe concernait la relève des troupes chinoises par les troupes françaises et vietnamiennes et le retrait des Français dans un délai de cinq ans.

La précision de l'accord annexe compensait l'absence du mot indépendance dans les accords du 6 mars, mais elle était due aux négociateurs français à Hanoi, et le gouvernement à Paris n'en eut connaissance qu'ultérieurement. Cette double démarche, taxée de duplicité par certains, se renouvellera par la suite. Des positions différentes existaient chez les protagonistes, les décisions et les actes des uns et des autres se contredisant parfois. Si le général Leclerc, commandant en chef les forces militaires, fut, dès le début, partisan de l'application des accords, le haut commissaire de France, Thierry d'Argenlieu, fut réticent, puis franchement hostile au gouvernement vietnamien. Les administrateurs sur place et les responsables de la politique indochinoise à Paris estimaient, quant à eux, que l'autonomie interne des pays indochinois était le maximum admissible. Ils étaient partisans d'une grande fermeté vis-à-vis des colonisés. Cependant, aucun des représentants de la France en Indochine ne fut partisan d'un « lâchage » de celle-ci. Les divergences furent essentiellement d'ordre tactique même si elles étaient accompagnées d'une philosophie générale. Ainsi, le général Leclerc fut partisan de la négociation parce qu'il ne pouvait pas disposer des moyens militaires d'une reconquête et parce qu'il était persuadé qu'une issue militaire ne pouvait être substituée à une solution politique. Il fut soupçonné et même accusé d'accéder intégralement aux revendications vietnamiennes, alors qu'il avait simplement pris acte des aspirations des Vietnamiens à l'indépendance et de leur résolution à la défendre. Désireux de préserver la présence française en Indochine, Leclerc était favorable à des compromis avec Ho Chi Minh. D'une manière générale, le comportement des Français présents en Indochine, qui n'a pas manqué d'évoluer entre le moment où ils ont quitté la France et celui où ils se sont heurtés à la réalité indochinoise, était sous-tendu par la vision de ce que nous appelons aujourd'hui un « nouvel ordre mondial ». C'est dans cette perspective que s'inscrivait le différend entre les États-Unis et les vieux empires européens, entre ces derniers et l'Union soviétique, entre Français aussi (personnel parlementaire, hauts fonctionnaires civils et militaires, cercles économiques et financiers). En d'autres termes, l'État et les milieux dirigeants du capitalisme français avaient prévu de moderniser les structures et les formes de leurs activités dans une perspective néo-coloniale, notamment en industrialisant l'Indochine, afin d'en assurer la rénovation et la prolongation, mais il n'y avait pas de convergence sur les voies et les méthodes pour y parvenir. Du côté vietnamien, Ho Chi Minh était partisan de la négociation, mais il ne perdait pas de vue son dessein, encore fragile mais partiellement réalisé, d'un État vietnamien indépendant. Cela n'empêcha pas les nationalistes de faire de la surenchère et d'accuser le leader vietnamien de trahison<sup>63</sup>. La Cochinchine fut une des pierres d'achoppement, Ho Chi Minh ayant affirmé de façon intangible et irréversible qu'elle était partie intégrante du Vietnam. Ainsi, la

résistance militaire dirigée par Nguyen Binh y fut toujours active, de même que la « pacification » française, alors qu'une coexistence – quoique difficile – était instaurée au Tonkin au printemps 1946.

### Les Français manœuvrent

Sur place, c'est l'amiral et haut commissaire Thierry d'Argenlieu qui prit les initiatives destinées à « torpiller » les accords du 6 mars en prenant le contre-pied des mesures destinées à rapprocher la France de la République démocratique du Vietnam.

L'amiral d'Argenlieu envisageait l'emploi de la force militaire pour atteindre ce qu'il considérait comme les objectifs conformes à l'intérêt de la France : « Nous interdire, comme une règle, le recours à l'*ultima ratio* serait risquer la perte de l'Indochine et compromettre gravement le but premier de notre mission qui est d'y rétablir l'autorité de la France non seulement en droit mais en fait<sup>64</sup>. » De concert avec le commissaire de la République Cédile, il organisa un mouvement autonomiste cochinchinois. Selon J. Cédile, les accords du 6 mars 1945 n'étaient qu'une « convention locale » qui « n'impliquait de la part du gouvernement français aucune reconnaissance d'un gouvernement unique groupant les trois pays d'Annam, du Tonkin et de la Cochinchine ». Vingt jours après la signature des accords du 6 mars, un Conseil consultatif cochinchinois élysait le Dr Nguyễn Văn Thinh chef du gouvernement provisoire de la République de Cochinchine. La base sociale de cet autonomisme cochinchinois était limitée à une fraction de la bourgeoisie méridionale, et les Français abandonnèrent cette initiative au cours de l'été 1946, ce qui mena le Dr Thinh au suicide en novembre de la même année. Les événements de Cochinchine exprimaient la mise en œuvre de deux volontés diamétralement opposées et inconciliables. D'autres faits allaient confirmer aux uns les arrière-pensées qu'ils prêtaient aux autres et réciproquement. La première conférence de Dalat entre Français et Vietnamiens, en avril 1946, révélait l'absence de terrain d'entente, autant sur les principes que sur la Cochinchine. La conférence de Fontainebleau, en juillet 1946, où Ho Chi Minh se rendit en personne, n'aboutit qu'à un *modus vivendi* signé à la veille du retour du présent vietnamien vers son pays. Le 23 octobre 1946, dans un meeting public à Hanoi, Ho Chi Minh faisait le point : « Je me suis rendu à Paris en vue de régler la question de notre indépendance et de la réunification du Vietnam. La situation actuelle en France ne permet pas encore de résoudre ces deux questions. Il faudra attendre. Mais je puis affirmer catégoriquement que tôt ou tard le Vietnam sera indépendant, Nord, Centre et Sud réunifiés. La conférence franco-vietnamienne n'a pas terminé ses travaux. Elle reprendra en janvier prochain. Mais le *modus vivendi* du 14 septembre crée des facilités pour les deux parties et déblaye la route pour la prochaine reprise de la conférence dans une atmosphère amicale. »

La guerre pouvait-elle donc ne pas être l'issue fatale de ce face-à-face tendu ? Le général Salan, qui accompagne Ho Chi Minh à

Fontainebleau, était quant à lui persuadé que la guerre allait éclater<sup>65</sup> : « J'ai là une dernière conversation [avec Ho], je répète ce que j'ai dit au premier dîner : nous allons nous battre et ce sera très dur. » D'ailleurs l'état-major français avait préparé ses plans dès mars-avril et il n'est pas douteux que, de son côté, Vo Nguyen Giap en avait fait autant. En effet, pendant que le président vietnamien séjournait en France, l'amiral d'Argenlieu avait convoqué une deuxième conférence à Dalat, en août 1946, pour définir la constitution de la Fédération indochinoise. L'amiral avait profité des accords conclus entre les gouvernements français, d'une part, laotien et cambodgien d'autre part, dans les huit premiers mois de 1946. Ces pactes reconnaissaient l'autonomie des deux monarchies qui, en retour, acceptaient le maintien de relations privilégiées avec la France et leur entrée dans la Fédération indochinoise. Cette dernière obtenait par ailleurs la rétrocession par la Thaïlande des territoires qui lui avaient été cédés en 1941. La France apparaissait donc comme la protectrice des deux royaumes vis-à-vis de ses voisins ambitieux, à commencer par le Vietnam.

### Vers la guerre

La défiance du gouvernement de Hanoi était fondée sur les événements de Cochinchine, mais aussi sur ce qu'il considérait être des limites à sa souveraineté. Il résultait de l'expansion de l'armée française sur le territoire du Tonkin, comme l'occupation du bassin houiller de Campha en avril 1946, de son installation dans la haute région chez certaines minorités ethniques, de la prise de possession de la zone côtière des confins sino-vietnamiens, des incidents quotidiens dont certains furent meurtriers, tel le guet-apens de Bac Ninh contre les Français, le 3 août 1946. Par ailleurs, les Français ne se cantonnaient pas aux seules opérations militaires et à la protection des biens et des personnes de la collectivité française. Pour ne prendre qu'un exemple, les exportations incontrôlées et les achats d'armes en Chine par le gouvernement de Hanoi provoquèrent une dépréciation de la piastre indochinoise, monnaie coloniale et commune à toute la péninsule. Les accords du 6 mars n'avaient pas prévu ce type de problèmes. L'intervention des Français dans le domaine douanier apparut alors comme une intrusion intolérable dans les affaires intérieures vietnamiennes. Pratiquement, elle fut la source de nombreux incidents entre militaires français et douaniers vietnamiens.

Le retrait des troupes chinoises fut l'occasion pour les communistes vietnamiens de renforcer leur hégémonie politique. De juin à juillet 1946, ils éliminèrent physiquement et politiquement les nationalistes du Dong Minh Hoi et du Viet Nam Quoc Zan Dang. Ils renforcèrent ainsi l'homogénéité du gouvernement et se préparèrent à un affrontement, jugé par eux inévitable, avec les Français. Au milieu de 1946, le commandement militaire français estimait que Vo Nguyen Giap, chef de l'armée, avait organisé soixante mille hommes dont douze mille en Cochinchine, en trente-cinq « régiments » d'infanterie et trois d'artillerie (chiffre

n'incluant pas les milices d'autodéfense), qui disposaient de stocks d'armes importants livrés par les Japonais. En juillet 1946, le général Leclerc avait regagné la France désormais persuadé que le Vietminh préparait la guerre contre les Français. *A fortiori*, les responsables militaires et politiques français qui restaient sur place (le haut commissaire d'Argenlieu et le général Valluy) souhaitaient en découdre avec le Vietminh. La Directive n° 2 que signa et émit le général Valluy le 10 avril 1946 se situait dans la logique définie par l'amiral, elle mettait en place « ... un plan d'action pour manœuvrer sur la ville [...] à compléter au plus tôt par l'étude d'une série de mesures qui doivent avoir pour effet de modifier progressivement et transformer le scénario qui est celui d'une opération purement militaire en un scénario de coup d'État [...] ». C'est sur cette directive que l'historien Devillers se fonde pour imputer la responsabilité des hostilités franco-vietnamiennes (décembre 1946) au commandement français<sup>66</sup>. Le *modus vivendi* ou bien n'était pas appliqué (en Cochinchine), ou bien subissait certaines entorses (au Tonkin). Une étape importante vers la guerre est franchie en novembre 1946. Un incident douanier dans le port de Haiphong déclenche une fusillade des milices d'autodéfense ; la riposte française prend la forme d'un bombardement meurtrier (six mille victimes selon les Vietnamiens, trois cents selon les Français) et une autre bataille, sanglante, éclate à Lang Son. Ces deux explosions confirment les Français et les Vietnamiens dans leurs soupçons mutuels<sup>67</sup>.

Convaincu que l'épreuve de force était inévitable, le commandement français fit occuper entièrement Haiphong après cinq jours de combats. De part et d'autre, il était trop tard pour revenir en arrière. Haiphong apparaissait ainsi comme le prélude à la réoccupation française du Tonkin. Les dirigeants vietnamiens, quant à eux, préparèrent une offensive générale contre les Français. Le 19 décembre 1946, l'Armée populaire et les milices d'autodéfense attaquent les Français à Hanoi et l'assaut est donné simultanément dans d'autres localités contre les garnisons françaises<sup>68</sup>. Ho Chi Minh lance un appel à la résistance nationale : « Que celui qui a un fusil se serve de son fusil ! Que celui qui a une épée se serve de son épée ! Et si l'on n'a pas d'épée, qu'on prenne des pioches et des bâtons ! Que chacun mette toutes ses forces à combattre le colonialisme pour sauver la Patrie. » Le lendemain, il conclut ainsi un autre appel « Au peuple vietnamien, au peuple français et aux peuples alliés » : « Les colonialistes français entendent réoccuper notre pays. C'est évident, indéniable. » A Paris, c'est au socialiste Léon Blum, qui vient de former le gouvernement, qu'échoit la décision dramatique de faire la guerre : « Je n'avais pas mérité cela », dira-t-il en éclatant en sanglots. La guerre est maintenant une guerre ouverte, étendue à tout le territoire vietnamien, bientôt à toute la péninsule.

## **La première phase de la guerre : une reconquête coloniale ?**

La période 1947-1950 est caractérisée par l'incertitude. Sur le plan militaire, les Français parviennent seulement à des avancées partielles et non à des résultats décisifs. Sur le plan politique, ladite « solution Bao Dai », recherche d'une alternative à la fois nationaliste et anticommuniste que le haut commissaire Léon Pignon traduisait à sa façon : « Notre objectif est clairement déterminé : transporter sur le plan intérieur annamite la querelle que nous avons avec le parti Viet Minh <sup>69</sup> », a beaucoup de mal à prendre forme. La guerre avait commencé localement, mais progressivement, inexorablement, elle envahit tous les pays d'Indochine. Les Vietnamiens étaient animés par la volonté de se battre pour l'indépendance. L'État français avait-il une stratégie aussi déterminée ? S'agissait-il de reconquête coloniale au sens littéral de ce mot ? Léon Blum, alors chef du gouvernement, tout en prenant acte de la nécessité de faire la guerre, envoie en Indochine le ministre des Colonies, le socialiste M. Moutet, et le général Leclerc pour s'informer sur la situation. Le ministre et le général, en des termes différents, parviennent à une même conclusion : il faut agir militairement pour pouvoir mettre en œuvre une solution politique. Mais cette voie implique l'accroissement des moyens militaires en effectifs et en armement. Dès le départ apparaissent donc des questions que ne vont cesser de se poser les gouvernants français : d'abord, quelle solution politique faut-il adopter, et comment l'appliquer avec fermeté ? Dans l'immédiat, comment se donner les moyens de faire la guerre ? Quelle que soit l'option, la réponse à ces questions supposait une continuité de vue politique encore plus que militaire, elle dépendait de l'état de la situation matérielle et du moral de la nation française. Mais d'autres facteurs tels que la situation en Europe et dans le reste du monde allaient très vite peser sur l'évolution de cette guerre.

En 1947, les partis politiques français au pouvoir sont divisés : les communistes et une minorité des socialistes sont partisans de la négociation avec Ho Chi Minh, la majorité des socialistes et le MRP y sont hostiles. En conséquence, le socialiste Paul Ramadier, qui est président du Conseil, n'adopte pas de politique bien définie. Ainsi, pendant toute la durée du conflit, la politique intérieure française ne va cesser d'influer sur les décisions concernant l'Indochine. A la stratégie de la Fédération indochinoise succède celle des États associés et le nouveau haut commissaire, E. Bollaert, un civil, reçoit la directive d'agir dans le cadre de l'Union française avec les « États associés d'Indochine », le Cambodge, le Laos et même la Cochinchine. Le corps expéditionnaire français se chargeait de la couverture militaire d'une opération d'exploration et d'élargissement politique auprès des milieux nationalistes vietnamiens anticommunistes. En avril 1947, une proposition de Ho Chi Minh de négocier est rejetée et une visite de P. Mus au leader vietnamien, le 12 mai 1947, échoue. E. Bollaert s'oriente alors résolument dans la voie de la recherche d'un « contre-feu nationaliste » au Vietnam. Son successeur, L. Pignon, doit mener l'entreprise à son terme. L'exclusion des



communistes français de la coalition gouvernementale accentua la politique anti-Vietminh du cabinet Ramadier. De son côté, le PCF était libre de s'opposer ouvertement à la politique indochinoise et de proclamer sa « solidarité avec le peuple vietnamien ». Les clivages politiques en France et le cours du conflit indochinois concordaient et se durcissaient parallèlement à l'évolution internationale.

Dans le domaine militaire, le général Valluy poursuivit la réalisation d'un plan qui se fixait la défaite du Vietminh comme priorité. Cet objectif militaire était fondé sur une perception sociopolitique classique : la « foule annamite », « passive » et « versatile » se détacherait vite d'un Vietminh battu militairement. Là-dessus, le général Valluy entra en conflit avec le haut commissaire Bollaert qui avait envisagé à un moment donné de proposer à nouveau la négociation au Vietminh. Mais, lorsque le commandement français s'interroge sur la question de savoir où il faut porter l'effort militaire principal, il se divise à son tour. Fallait-il consacrer le maximum d'énergie à pacifier complètement la Cochinchine, pays le plus riche où les Français pouvaient disposer d'appuis politiques plus nombreux qu'ailleurs et où ils avaient mis en place un gouvernement ? Ou valait-il mieux tenter de détruire l'appareil politique et militaire du Vietminh là où il se trouvait, c'est-à-dire au Tonkin ? Au Tonkin même, était-il plus profitable de porter les coups décisifs au cœur de la haute région, dans le « réduit national » de la République démocratique du Vietnam, ou d'isoler celui-ci du fleuve Rouge qui était le vivier en hommes et le grenier alimentaire du Vietminh ?

A la fin de 1946, les troupes de l'Union française ont repris pied au Tonkin et en Annam, dans les zones considérées comme vitales, c'est-à-dire très peuplées et sièges des activités économiques principales (le bassin houiller du Tonkin, la zone d'industrie cotonnière de Nam Dinh, le littoral d'Annam de Faifoo à Dong Hoi). A la fin de 1950, le delta du fleuve Rouge était occupé mais sa « pacification » restait superficielle. En 1947, les offensives françaises destinées à détruire le « réduit national » dispersaient les forces du Viet-minh, les mettaient en difficulté en détruisant leurs bases logistiques, mais elles ne les anéantissaient pas. Compte tenu des effectifs (cent mille hommes) et du matériel militaire disponible, le commandement français n'eut désormais plus la capacité de renouveler une attaque semblable contre le dispositif politico-militaire central de la résistance vietnamienne. Toutefois, ces opérations renforcent chez les militaires français la conviction que leurs adversaires sont stratégiquement faibles et ont une force militaire assez négligeable, sous-estimant ce qui faisait la force du Vietminh. Ils auraient dû se souvenir de ce que le général Weygand avait dit, en 1920, des soldats indochinois : « L'atavisme guerrier des Annamites et leur respect de la hiérarchie en font de bons combattants lorsqu'ils sont bien encadrés. » Aux combattants réguliers et régionaux de la République démocratique du Vietnam, dont le nombre est évalué alors à 80 000 combattants, il fallait en effet ajouter toutes les forces locales de la population en armes, l'encadrement politique à tous les échelons, la propagande intensive, éventuellement le



recours au terrorisme. Mais la Résistance devait envisager cette guerre dans la longue durée et ne pouvait pas dépasser le stade de la guérilla tant que des facteurs extérieurs déterminants ne seraient pas intervenus pour faire pencher la balance en sa faveur.

Les Français marquaient des points là où précisément ils s'appuyaient sur des réseaux d'organisation et d'action analogues à ceux de leurs adversaires. En Cochinchine, ce furent des alliances avec les caodaïstes et les Hoa Hao (sujettes d'ailleurs à de meurtrières palinodies), la pacification de Bentre par le colonel Leroy et ses unités mobiles de défense des chrétientés. Au Tonkin, les Français parvinrent à soustraire les évêchés catholiques de Bui Chu et de Phat Ziem à l'influence du Vietminh en les organisant en unités de défense et d'administration autonomes. De 1947 à 1949, le rapport des forces entre les antagonistes tendait à s'équilibrer, en ce sens qu'aucun des belligérants ne parvenait à emporter la décision. Mais, en 1950, la victoire du Parti communiste chinois sur le Guomindang, l'arrivée de l'Armée populaire chinoise sur la frontière de l'Indochine septentrionale, dès décembre 1949, modifient profondément les données de la guerre.

### Un contre-feu nationaliste

Dans la période qui venait de s'écouler, la recherche d'une solution militaire permettant de trouver une issue politique au conflit n'avait pas abouti. Simultanément, l'alternative nationaliste au Vietminh ne se dégageait que très graduellement et avec beaucoup de difficultés. L'ex-empereur Bao Dai, devenu le citoyen Vinh Thuy nommé conseiller spécial du gouvernement Ho Chi Minh, qui avait gagné Hong Kong en 1946, prononça, le 5 juillet 1947, une « petite phrase » sur son rôle possible de médiateur dans le conflit. Il attira ainsi l'attention du gouvernement français, mais les négociations entre les deux parties piétinèrent : Bao Dai exigeait la reconnaissance de l'indépendance et l'union de la Cochinchine au Tonkin et à l'Annam : « Vraiment les Français n'ont pas compris ce qui s'est passé en Extrême-Orient au cours des deux dernières années. Certes, la guerre est ruineuse pour un pays convalescent comme la France qui craint aussi les conséquences d'une éventuelle victoire des communistes en Chine, victoire qui semble de plus en plus certaine ; aussi, je comprends sa hâte d'aboutir et son désir de paix. Mais c'est aux Français qu'il appartient de faire disparaître l'hypothèse Vietminh et pour cela il n'y a qu'un moyen : me donner ce qu'on n'a pas voulu lui accorder [...] »<sup>70</sup>. » Le gouvernement français rechignait à s'engager dans cette voie parce que reconnaître l'indépendance aurait d'inévitables répercussions sur le Cambodge, le Laos et le reste de l'Empire colonial. En 1947, il s'en tenait encore à l'autonomie interne du Vietnam sur la base du statut de simple État associé.

Ce n'est que le 5 juin 1948, après de nombreuses tractations, qu'un accord fut paraphé sur le croiseur *Duguay-Trouin*, ancré en baie de Ha Long. Par la signature du haut commissaire Bollaert, la France

« reconnaissait solennellement l'indépendance du Viêt-Nam auquel il appartenait de réaliser librement son unité ». Cependant, Bao Dai exprima son refus de rejoindre le Vietnam tant que les autorités françaises tardaient à transférer les pouvoirs administratifs au gouvernement du général Xuan, héritier de la République de Cochinchine. Ce ne fut donc que l'année suivante, le 8 mars 1949, que Bao Dai rencontra le président de la République Vincent Auriol à l'Élysée. Tous deux ignorèrent divers accords qui précisaient ceux de Ha Long. Les conventions signées avaient des objectifs limités : l'indépendance interne du Vietnam était proclamée, mais l'union monétaire, économique et douanière avec le Laos et le Cambodge était réaffirmée. Des bases militaires françaises étaient maintenues sur son territoire et la diplomatie devait se conformer aux directives du Haut Conseil de l'Union française. Dans son journal, à la date du 14 mars 1949, Vincent Auriol confirme le dessein français qui avait conduit au choix de la « solution Bao Dai » : « Quelle que soit la décision indochinoise, il n'est pas douteux qu'Ho Chi Minh, si l'on avait traité avec lui, se serait rallié aux Chinois, mais il est préférable que l'Union française soit installée avec Bao Dai, que notre souveraineté s'affirme, pour que les Chinois et notamment Mao Zedong hésitent à faire quoi que ce soit en Indochine [...] <sup>71</sup>. »

Cependant, en avril 1949, l'union des trois pays, la Cochinchine, le Tonkin et l'Annam, est scellée. Le 28 avril, Bao Dai rentra au Vietnam, mais l'alternative nationaliste n'en fonctionna pas davantage. A cause, certes, de la division entre les partis nationalistes, mais aussi parce que Bao Dai n'affirma pas suffisamment son autorité gouvernementale. Le nouveau chef de l'État considéra que les accords passés avec la France avaient un « caractère évolutif ». Il porta son effort sur leur parachèvement plutôt que sur la guerre contre le Vietminh. Selon lui, en obtenant l'indépendance réelle par la négociation, la guerre était alors inutile. De leur côté, les Français tardaient, par manque de confiance, à transmettre les pouvoirs aux nationalistes, Vincent Auriol mettant en cause « les fonctionnaires qui ne veulent pas lâcher leur râtelier <sup>72</sup> ». Tout était donc loin d'être acquis pour les nouveaux partenaires : l'indépendance réelle du Vietnam comme l'engagement sans réticences des nationalistes contre les communistes. Le conflit indochinois, parallèlement à l'évolution de la situation mondiale, se bipolarisait.

## **La seconde phase de la guerre :**

### **l'Indochine, front chaud de la guerre froide**

La victoire, en Chine, de Mao Zedong en 1949 modifia les données de l'équilibre politique et stratégique de l'Asie orientale et les conditions de la guerre d'Indochine. Le « camp socialiste » s'étendait désormais de l'Elbe à la frontière sino-indochinoise. Les communistes vietnamiens étaient « en première ligne sur le front anti-impérialiste », mais ils bénéficiaient d'une « grande base arrière », la Chine populaire, sans laquelle la

lutte armée ne peut pas passer de la guérilla au stade de la guerre populaire, selon les conceptions de Vo Nguyen Giap. Au long des mille quatre cents kilomètres de frontière commune, armes et vivres pouvaient circuler sans entraves. Depuis le 10 février 1950, un organisme de liaison installé à Nanning (province du Guanxi) dirigeait le transport de matériel vers le Vietnam. En octobre 1951, la voie ferrée de Nanning à Nam Quam (près de Lang Son) est achevée : le matériel militaire chinois, tchèque et est-allemand y transitait. Le commandement français évaluait à sept cents tonnes par mois le matériel en provenance de Chine. Les camps d'entraînement ou de repos, les hôpitaux du Guanxi, de Yunnan, du Guandong, de l'île de Hai Nan formaient le « sanctuaire chinois ». A cette aide matérielle s'ajoutaient l'appui moral et le soutien diplomatique. Bien que le gouvernement de la RPC fût parfaitement conscient que son aide à la RDV retarderait sa reconnaissance par la France. En janvier 1950, le gouvernement chinois acceptait l'établissement de relations diplomatiques avec la République démocratique du Vietnam. La reconnaissance de celle-ci par l'Union soviétique suivit de peu.

C'est aussi en 1950 que le Parti communiste français (qui convoque son XII<sup>e</sup> congrès en avril), la CGT, l'Union des jeunesses républicaines de France et l'Union des jeunes filles de France lancèrent des campagnes actives de lutte contre la « sale guerre » et pour la « paix au Vietnam ». Les militants manifestèrent contre le départ des troupes ; les dockers des ports de Marseille et La Rochelle se mirent en grève pour refuser de charger du matériel de guerre destiné à l'Extrême-Orient. La campagne pour la libération du marin Henri Martin, communiste qui avait distribué des tracts contre la guerre, prit une grande ampleur<sup>73</sup>. L'extrême gauche accrut son opposition à la politique indochinoise en mobilisant une fraction de plus en plus large de l'opinion anticolonialiste et/ou pacifiste française sans jamais, toutefois, réussir à faire naître une « lutte de masse » contre la guerre.

### *Le début de l'internationalisation de la guerre*

La nouvelle disposition des forces sur l'échiquier asiatique conduisit le gouvernement des États-Unis à adopter, en 1950, le principe d'une aide militaire pour lutter contre le communisme au Vietnam. Mais, parallèlement, les gouvernants américains faisaient pression sur le gouvernement français pour que celui-ci accélère la « solution nationaliste ». En juin 1950, la première livraison d'avions américains de combat aux Français eut lieu à Saïgon. Lorsque, le 25 juin, l'armée de la Corée du Nord envahit la Corée du Sud, elle déclencha l'intervention armée des États-Unis contre elle. A l'une et l'autre extrémité de l'Extrême-Orient, l'apparition de deux fronts similaires donnait à la guerre d'Indochine un sens nouveau sans toutefois éclipser totalement l'ancien, du moins dans l'opinion française : dans les discours officiels, le refoulement du communisme international se substitue à la restauration de la suprématie française. Dans les faits, les gouvernements français adhéraient obstinément à

la formule des « États associés », dont ils ne voulaient reconnaître que l'autonomie interne. Le Premier ministre vietnamien, Tran Van Huu, pressé par les nationalistes, accusait la France de ne pas appliquer loyalement et rapidement les accords du 8 mars 1949. Le roi du Cambodge, Norodom Sihanouk, fit un scandale et entra en dissidence en avril 1953. Il décréta une « croisade pour l'indépendance » pour obtenir le transfert des pouvoirs politiques et militaires des Français aux Cambodgiens. Le gouvernement laotien avait une attitude plus modérée, mais il s'orientait vers le même but que ses deux homologues indochinois.

L'évolution générale des pays colonisés d'Asie (l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, la Birmanie) stimulait la montée du nationalisme au Cambodge et au Laos, où les souverains voyaient contestée leur légitimité par des partis ou des personnalités comme Son Ngoc Thanh et le prince Souphanouvong. En 1951, un Front uni indochinois rassemblait le Vietminh (Lien-Viet dans sa nouvelle dénomination), les Khmers Issarak et les Lao Issara. L'existence de guérillas au Cambodge et au Laos, soutenues par des unités vietnamiennes, gênait de plus en plus les Français, au fur et à mesure que le Vietminh étendait ses opérations, à la fois dans un but de diversion et pour permettre à son allié, le Pathet Lao, d'établir une base territoriale dans le nord du Laos. La conférence des États associés réunie à Pau, le 29 juin 1950, rendit public le désaccord entre le gouvernement de M. Pleven et les délégations indochinoises. Celles-ci dénoncèrent le rôle excessivement centralisateur de la France dans l'Union française. La conférence vit également s'affronter des conceptions purement nationales sur les questions communes à la fédération telles que la navigation sur le Mékong, les migrations inter-États, la monnaie, etc. Deux ans plus tard, le radical René Mayer devait donner une preuve que le gouvernement français conservait la haute main sur les affaires indochinoises : le 9 mai 1953, il décida, unilatéralement et sans même consulter préalablement les « États associés », de dévaluer la piastre<sup>74</sup>.

Au fil des années, il devenait acquis que le corps expéditionnaire français ne remporterait pas la victoire. Les gouvernements français, qui se succédèrent de 1950 à 1954 dans un climat de crises parlementaires répétées, choisirent tous de ne pas régler le problème indochinois, laissant s'enliser un conflit dont la conduite incombait au commandement français sans, d'ailleurs, que ce dernier obtienne des moyens supplémentaires en effectifs et en matériel. A propos du désastre de Cao Bang, le 3 octobre 1950, Vincent Auriol notait dans son journal : « Depuis un an et demi, nous faisons cette politique des petits paquets<sup>75</sup>. » Paul Reynaud, revenant d'Asie en avril 1953, disait au président de la République Vincent Auriol : « Je crois que c'est un crime contre la France de continuer de maintenir cette hémorragie qu'est la guerre d'Indochine. » Celui-ci répondit : « Je suis pleinement de votre avis et si j'ai pris la décision irrévocable de ne pas me représenter, c'est parce que, moi non plus, je ne suis pas d'accord avec le gouvernement, mais je ne puis pas le dire, je le dirai plus tard<sup>76</sup>. »

Dans ses débuts, cette guerre avait surtout été une contre-guérilla avec tortures et exécutions sommaires de prisonniers et d'otages. Elle avait consisté en opérations de nettoyage menées avec brutalité (incendies de villages, pillages et massacres), ne serait-ce que parce qu'il était impossible pour les troupes françaises de distinguer entre un Vietnamien et un autre Vietnamien, entre un combattant et un non-combattant. Pour assurer une crédibilité à leur politique du « contre-feu nationaliste », les gouvernants français exigèrent, comme le haut commissaire Bollaert en 1949, que le commandement français réprimât énergiquement les multiples exactions des soldats vis-à-vis de la population locale. La « sale guerre » ne disparut sans doute jamais complètement mais, après 1950, ce conflit tendit à se rapprocher d'avantage d'une guerre conventionnelle.

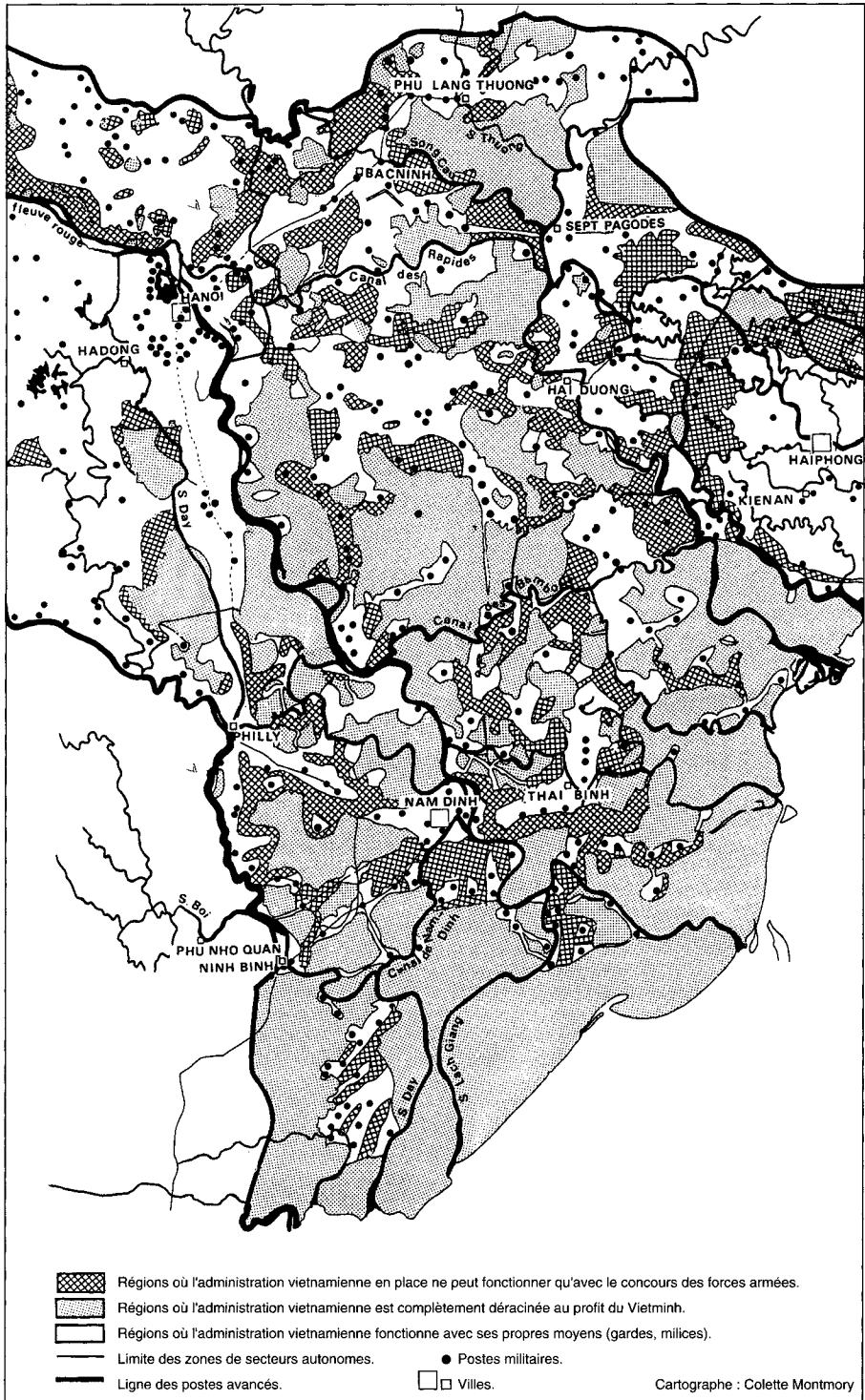
### *Le rapport des forces militaires s'inverse*

Les adversaires du corps expéditionnaire avaient accru leurs forces militaires et politiques et acquis une capacité stratégique qui leur permit de dépasser le stade de la guérilla. Ainsi, vers le milieu de 1950, le corps expéditionnaire français eut en face de lui une Armée populaire vietnamienne transformée. Certes, cette dernière était encore une armée de fantassins, mais elle était complètement réorganisée, jusqu'au niveau de « brigades » dont tous les échelons étaient dotés d'armes lourdes : canons, mortiers, mitrailleuses, DCA. Cette réorganisation se fit en cascade : des unités régulières jusqu'aux unités régionales et aux forces de la guérilla locale. Alors, la puissance de feu de l'APV devint presque équivalente à celle de l'armée française. D'autre part, l'encadrement militaire, après cinq ans de « sélection naturelle » sévère, s'était amélioré. En outre, à l'exemple des Chinois, des séances de « rectification idéologique » furent organisées dans le but de renforcer la cohésion morale des combattants et des cadres. La vigueur et le mordant de l'APV apparurent dès 1950 et firent prendre conscience au commandement français qu'on était passé à une autre phase du conflit. Le « désastre de Cao Bang », suivi de l'abandon de Lang Son en octobre 1950, provoqua la stupeur et le désarroi chez les Français<sup>77</sup>.

Il est indubitable que l'aide matérielle des Chinois fut considérable de 1950 à 1954, Vietnamiens et Chinois s'accordent à le reconnaître. En outre elle ne fut pas limitée à la sphère militaire, de nombreux Chinois suivirent de près les conseillers militaires pour organiser l'économie, les finances et redresser la monnaie.

Ce qui fait problème est la part respective des stratèges vietnamiens et chinois dans les décisions notamment pour dresser les plans de bataille. Si l'on se fie aux publications chinoises, notamment au *Journal* du général Chen Geng, qui dirigea la mission militaire chinoise, les Chinois dressèrent le plan de bataille de la « campagne des frontières », le général Giap affirme que c'est lui<sup>78</sup>.

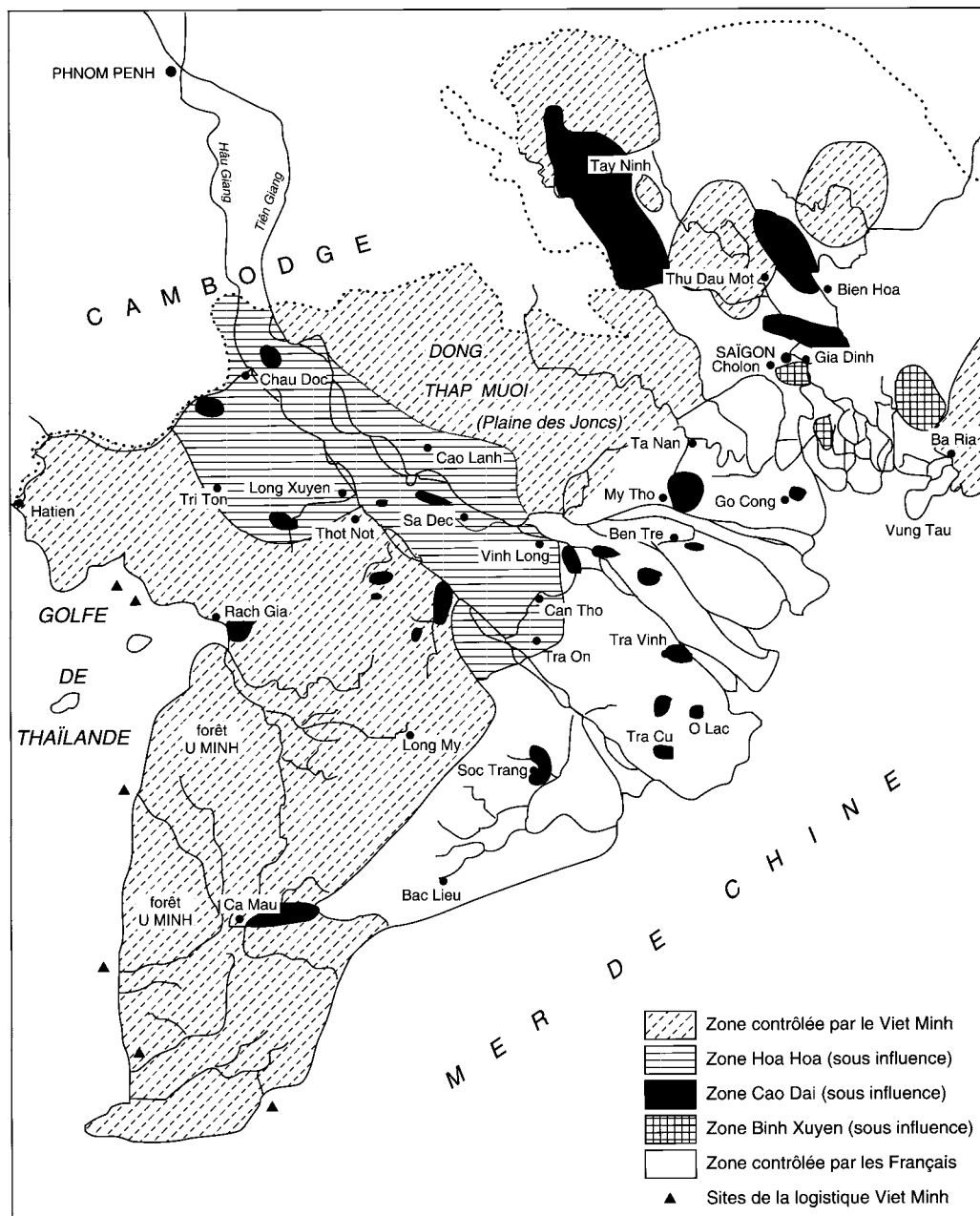
## État de la pacification du delta du Tonkin au 14 janvier 1953



Source : carte établie à partir de la carte murale dressée par l'état-major français et conservée à la cartothèque du CAOM.



Le Nam Bo en 1953



Source : SHAT de Vincennes.



Il est incontestable que l'arrivée des communistes chinois à la frontière septentrionale du Vietnam a non seulement soulagé la résistance vietnamienne, mais il lui a donné aussi un second souffle, elle l'a renforcée considérablement et lui a garanti un sanctuaire. La résistance en a reçu une vigoureuse impulsion, mais c'est l'armée populaire vietnamienne qui a remporté ces victoires (sur la route coloniale 4 et Dien Bien Phu) et subi les revers (Na San).

Depuis que la Chine était devenue communiste et fournissait une aide régulière au gouvernement et aux troupes de Ho Chi Minh, l'occupation de places fortes, du littoral jusqu'à Cao Bang, le long de la frontière chinoise se révélait coûteuse, périlleuse et inefficace. Dès lors, la seule stratégie possible était de tenir solidement le delta du fleuve Rouge. Le commandement français décidant l'évacuation de ces forteresses, ce furent les conditions et les méthodes (panique, précipitation et très mauvaise coordination) de ces opérations qui transformèrent un repli en débâcle : 4 800 tués et disparus, 10 000 armes laissées aux mains de l'APV. Un historien de cette guerre écrit : « Le désastre est surtout d'ordre moral [...]. Le retentissement d'un tel événement dépassait en importance ses résultats matériels. Cao Bang fut pour la guerre d'Indochine ce que Bailen avait été pour la guerre d'Espagne, Valmy pour la Révolution française <sup>79</sup>. » L'APV prit l'initiative sur de nombreux fronts : au Laos, en pays thai (dans le haut Tonkin), au sud du delta du fleuve Rouge, en Cochinchine, sur les hauts plateaux du Centre-Annam. Cependant, elle ne renouvela pas immédiatement l'exploit de Cao Bang. La nomination du général de Lattre de Tassigny comme commandant en chef des troupes en Indochine allait donner un coup d'arrêt aux succès militaires et politiques de la résistance vietnamienne. Tout d'abord, de Lattre mit fin au découragement qui s'était installé chez les Français. Tout en opérant un net redressement militaire au Tonkin (batailles de Vinh Yen, Dong Trieu) en 1951, de Lattre poussa activement les Indochinois à l'engagement militaire et politique. Son discours à la distribution des prix aux élèves du lycée Chasseloup-Laubat est une manière de sommation : « Soyez des hommes, c'est-à-dire : si vous êtes des communistes, rejoignez le Vietminh. Il y a là-bas des individus qui se battent bien pour une cause mauvaise. Mais, si vous êtes des patriotes, combattez pour votre patrie car cette guerre est la vôtre <sup>80</sup>. » Le voyage de de Lattre aux États-Unis est également célèbre pour la phrase qu'il adressa aux Américains sur le sacrifice des Français pour la cause du « monde libre ». Il obtint que l'aide financière et militaire des États-Unis fût enfin assurée de façon régulière.

La guerre allait-elle prendre un nouvel essor ? La disparition rapide du général de Lattre laissa ses efforts inachevés. Certes, en 1952, les livraisons de matériel américain atteignaient une valeur de 85 milliards de francs, 119 milliards en 1953. Les États-Unis assumaient alors 40 % des dépenses militaires en Indochine. Mais la situation militaire empirait pour les Français. Vo Nguyen Giap entreprit la conquête de la Haute région. Dans le même temps, l'infiltration du delta du fleuve Rouge par

les unités vietminh prit une ampleur qui démontra que la pacification avait été très partielle ou apparente (voir carte « État de la pacification du delta du Tonkin »). En 1953, le plan du nouveau commandant en chef, le général Navarre, consistait, dans un premier temps, à « interdire » le delta du Nord à l'APV et à « pacifier » complètement le Sud (voir carte « Le Nam Bo en 1953 ») et le Centre. L'exécution du « plan Navarre » nécessitait des renforts que le gouvernement lui refusa. Persuadés qu'il leur serait possible de battre l'APV sur le terrain de batailles conventionnelles, les généraux français avaient imaginé l'édification de camps retranchés afin d'attirer le corps de bataille de l'APV et de le « casser ». Dien Bien Phu entraînait dans cette catégorie, mais le général Navarre lui avait plutôt assigné le rôle de barrer la route du Laos à l'APV. C'est pourquoi, lorsque Vo Nguyen Giap choisit de relever le défi, lorsqu'il apparut que le siège était sérieux, que la situation des défenseurs empira, le général Navarre refusa d'accorder une priorité absolue à Dien Bien Phu. Après une héroïque résistance qui dura deux mois, le camp retranché capitula le 7 mai 1954. C'est alors que la défaite de Dien Bien Phu, en soi moins grave que celle de Cao Bang, apparut comme la plus grande et la plus décisive bataille de la guerre d'Indochine. Sous le coup de cette défaite, l'évacuation d'An Khê (sur les hauts plateaux du Centre) fut décidée rapidement et se solda par un « second Cao Bang », alors que l'évacuation du sud du delta septentrional fut un succès qui permit au CEFEO de se retrancher sur le réduit de Haiphong. Cette suite de défaites militaires devait peser lourdement sur la politique française et sur le cours des négociations qui s'étaient ouvertes à Genève pour aboutir à un traité de paix en Corée et pour débattre de la situation en Indochine. C'est cette dimension dramatique de l'événement qu'entend exploiter le nouveau président du Conseil, Pierre Mendès France, lorsqu'il formule, devant l'Assemblée nationale, son fameux pari de conclure la paix en Indochine dans le délai d'un mois.

### **La paix de Genève : une simple pause ?**

Par les accords du 21 juillet 1954, le Vietnam était divisé provisoirement en deux zones, de part et d'autre du 17<sup>e</sup> parallèle, jusqu'à l'organisation d'élections générales qui décideraient du sort du pays. Le Laos fut partagé de fait entre le gouvernement royal et le Pathet Lao du prince Souphanouvong, allié de la République démocratique du Vietnam. Seul le Cambodge recouvra son intégrité territoriale et politique. Ce n'est pas un traité en bonne et due forme qui fut signé ce 21 juillet, mais une « déclaration commune ». Celle-ci exposait les principes dont devait s'inspirer le règlement politique du conflit indochinois. Une telle procédure était due au refus des États-Unis et du gouvernement nationaliste vietnamien de ratifier le document final de la conférence. Le 22 juillet, Ngô Đình Ziem, chef du gouvernement nationaliste de l'État du Vietnam, élevait une protestation solennelle contre les accords qui

« livrent la moitié du Vietnam aux communistes », et il exprimait l'espoir qu'un jour le pays serait « réunifié et libre ». Le 23 octobre 1954, le général D. Eisenhower, président des États-Unis, assure Ngô Dinh Ziem de son soutien inconditionnel contre la subversion communiste. Ainsi, de nouveaux protagonistes entraient en jeu et mettaient en place une nouvelle donne. À l'issue de la conférence, les problèmes indochinois étaient rien moins que résolus. La rencontre de Genève avait validé la place de chacun sur l'échiquier politique en lui reconnaissant ses acquis et en entérinant ses pertes. Une décennie plus tard, la question indochinoise se posait à nouveau.

### Le bilan d'une guerre

Le nombre total des victimes de la guerre est évalué à 500 000. Le conflit avait coûté à l'armée française 59 745 tués et disparus, parmi lesquels 2 005 officiers. Le coût financier s'était élevé à 2 385 milliards de francs<sup>81</sup>. Une majorité de l'opinion française n'adhérait plus aux buts de cette guerre où le contingent des appelés ne fut pas engagé. Le dénouement du conflit satisfaisait sa lassitude, mais l'incapacité des gouvernants de la IV<sup>e</sup> République (qui se succédèrent à travers de nombreuses crises) à y mettre fin contribua à discréditer le personnel et les institutions du régime : « La République est morte à Dien Bien Phu » est, certes, une formule lapidaire et donc simplificatrice, mais ce qui fit figure du désastre a certainement porté un coup immédiat à l'Empire colonial français et, à terme, a aussi ébranlé la République parlementaire. Il n'est pas jusqu'à l'institution militaire elle-même qui ne fût traumatisée par la première défaite subie dans une guerre coloniale. En premier lieu, le corps des officiers, dont certains voulurent tirer des leçons de cette défaite : gagner la population civile à leur cause devint la préoccupation majeure des tenants de la « guerre psychologique » qu'ils devaient systématiser en Algérie. De l'art de la « guerre populaire », certains officiers ne retinrent que des recettes : quadrillage physique et viol psychologique par une propagande intensive. De telles méthodes avaient été employées par les Vietnamiens vis-à-vis de la population et des prisonniers de guerre français mais elles avaient été combinées avec d'autres ressorts propres à les faire accepter par les Vietnamiens, sinon par des étrangers. Par ailleurs, les autres entités de l'Union française reçurent l'onde de choc de la guerre et de la défaite française. D'importants contingents du corps expéditionnaire étaient composés de tirailleurs marocains, algériens et sénégalais. La part du recrutement outre-mer est passée de 38 % en 1947 à 60 % en 1952 et elle est redescendue à 55 % en 1954. Il faut ajouter 65 000 légionnaires aux 55 000 Africains et aux 110 000 Nord-Africains<sup>82</sup>. Ceux d'entre eux qui furent capturés furent soumis à la propagande anticolonialiste. Le prestige de la révolution vietnamienne avait grandi dans le monde. À peine la conférence de Genève avait-elle pris fin que l'insurrection commença au Maghreb.

Un nouvel échiquier géopolitique

La guerre, essentiellement franco-vietnamienne, s'était déroulée dans l'espace géopolitique, économique et social aménagé par les colonisateurs français. Les belligérants en utilisèrent les ressources dans le sens de l'unité et de la solidarité ou dans celui de la division et de l'antagonisme. Les Français accentuèrent les différences ou les distances qui existaient dans le corps social des trois pays d'Indochine. Ils reprirent et tinrent d'abord les agglomérations urbaines. « La campagne encerclait la ville », disait Lê Zuan, l'un des membres du bureau politique du PCI. Le fit-elle réellement ? En fait les divisions ethniques et religieuses sévissaient autant à la campagne qu'à la ville et permirent aux Français d'y trouver des alliés ou des partenaires d'un moment : Tay, Nung, Hmong, Rhadé, Jarai, Khmers et Lao, catholiques, caodaïstes et Hoa Hao. Il y eut 59 000 tués et disparus dans les forces armées indochinoises combattant aux côtés du corps expéditionnaire, presque autant que les pertes de ce dernier. Mais c'est aussi à la faveur des clivages classiques et des options idéologiques que la résistance vietnamienne obtint des appuis chez les Tho, les Kha, les Khmers, les Lao. La guerre d'Indochine eut au moins deux conséquences socio-politiques : d'abord, la migration des campagnes vers les villes. La population de Saigon-Cholon passa de 500 000 habitants en 1945 à 1 200 000 en 1950 et 2 000 000 en 1954. Au cours de la même année, au moins 1 000 000 de Tonkinois, en majorité des catholiques, fuirent du Nord vers le Sud-Vietnam, dans des conditions parfois dramatiques. Leur arrivée dans le Sud et leur installation en îlots homogènes transformèrent le paysage socio-politique. Ensuite, les têtes de pont vietnamiennes au Cambodge et au Laos engendrèrent sur place des noyaux communistes composés d'autochtones.

Dans le même temps, la péninsule se partage entre quatre États dont la doctrine officielle est celle de la grandeur et de la sécurité nationale. La *pax gallica* disparaît, il n'y a plus une autorité pour réguler les relations entre les collectivités nationales en présence. Les Vietnamiens, ayant vaincu les Français et étant plus offensifs, ne vont-ils pas revendiquer pour eux la fonction hégémonique et tutélaire exercée auparavant par les Français ? Ils seraient alors conduits à rejeter toute intervention extérieure, soit ancienne (la Chine réunifiée), soit nouvelle (les États-Unis) et perçue comme porteuse d'une dépendance de type non colonial.

La guerre est génératrice de transformations sociales, surtout lorsqu'elle aboutit à la création de nouveaux États, c'est-à-dire d'une nouvelle classe politique, d'un corps de fonctionnaires civils et militaires, d'une bourgeoisie et d'une technocratie. L'Armée populaire vietnamienne ou les armées « transférées » du Sud-Vietnam, du Cambodge, du Laos furent des filières de la promotion sociale pour les paysans et la petite bourgeoisie en même temps que les instruments de l'édification ou de la consolidation nationales. Les administrations et la structure spécifique du Parti communiste furent d'autres voies de l'ascension et de la participation sociales. Or cette structure était non seulement porteuse

d'idéologie, mais aussi utilisatrice de méthodes particulières de diffusion et d'inculcation de l'idéologie. Par exemple, la méthode dite de « rectification » (*chinh huan*), endoctrinement et mise en conformité, devint une pratique courante dans l'APV et chez les civils. Cette technique induisit des valeurs culturelles sino-vietnamiennes comme l'art de la guerre populaire et fut elle-même une réactivation modernisée de pratiques culturelles sino-vietnamiennes anciennes. Par la guerre, la Résistance retourna aux sources nationales, c'est-à-dire sino-vietnamiennes de la culture. Dans la même période l'« angle chinois » tendit à redevenir dominant en Asie orientale. La libération nationale fut en fait une révolution sociale. Car, même si elle n'afficha pas ce dessin et même si elle ne fut pas accompagnée d'une réforme agraire en faveur de la petite paysannerie, le renversement de l'« autorité de l'homme blanc » en Indochine propulsa au pouvoir des couches sociales autochtones avec lesquelles les Français avaient jusqu'alors refusé de partager le pouvoir. Mais la plus grande révolution fut celle des mentalités. La guerre brisa les stéréotypes du colonisé, éternel mineur, incapable d'héroïsme guerrier, inapte à l'organisation et à la création, etc. Elle agit comme un gigantesque psychodrame, formateur chez les colonisés de ce dont ils avaient manqué tout au début du siècle colonial : la confiance en eux-mêmes.

### 8 / Le déclin et la fin de l'Empire français en Extrême-orient

1. F. MERCIER, *Vichy face à Tchang Kai-shek. Histoire diplomatique*, L'Harmattan, Paris, 1995.
2. Sur les événements militaires, C. HESSE D'ALZON, « L'armée française d'Indochine pendant la Seconde Guerre mondiale : 1939-1945 », *L'Indochine française 1940-1945*, édité par P. ISOART, PUF, Paris, 1982.
3. Masaya SHIRAIISHI, « La présence japonaise en Indochine 1940-1945 », in P. ISOART, *op. cit.*
4. Sur ces événements, P. BROCHEUX, « L'occasion favorable 1940-1945 », in P. ISOART, *op. cit.* Bilan de l'insurrection et de la répression en Cochinchine : plus de 100 000 morts selon les Français, 5 248 selon les historiens vietnamiens ; 6 000 à 8 000 emprisonnés selon les uns ou les autres.
5. Sur le gouvernement Decoux, P. ISOART, « Aux origines d'une guerre : l'Indochine française 1940-1945 », in P. ISOART, *op. cit.*
6. ANVN (Ho Chi Minh-Ville), TDBCPCNV, EO3 312.
7. J. DECOUX, *A la barre de l'Indochine 1940-1945*, Plon, Paris, 1949. Il est contredit par DE BOISANGER, *On pouvait éviter la guerre d'Indochine. souvenirs 1941-1945*, Paris, 1977.
8. Voir des exemples dans P. ISOART, *op. cit.*, p. 21. Le nombre de fonctionnaires sanctionnés est rapporté par P. LAMANT, « La révolution nationale dans l'Indochine de l'amiral Decoux », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 138, avril 1985, p. 21-41. E. JENNINGS, *Vichy in the Tropics : Petain's National Revolution in Madagascar, Guadeloupe and Indochina, 1940-1944*, Stanford University Press, Stanford, 2001.
9. J. DECOUX, *op. cit.*, p. 390.
10. N. SIHANOUK, *L'Indochine vue de Pékin. Entretiens avec Jean Lacouture*, Seuil, Paris, 1972, p. 33-34.
11. BAO DAI, *Le Dragon d'Annam*, Plon, Paris, 1980, p. 97.
12. J. DECOUX, *op. cit.*, p. 392.
13. *Ibid.*, p. 391.
14. Note n° 45453 du 27 juin 1941, CAOM, PA 14, carton 1.
15. J. DECOUX, *op. cit.*, p. 399.
16. ANVN (Hanoi), Fonds Resuper, Tonkin E7, 81417.
17. Câble de l'amiral Decoux à Vichy (10 février 1944), CAOM, NF Indochine 2435. Le Cambodge avait sa propre organisation : les Jeunes Yuvan.
18. J. DECOUX, *op. cit.*, p. 408.
19. *Ibid.*, p. 381.
20. Sur l'activité du groupe Thanh Nghi, se référer aux souvenirs du maître d'œuvre de la revue en question : VU DINH HOË, *Hoi Ky* (Ho Chi Minh-ville, 1995) et *Hoi ky Thanh Nghi* (Hanoi 1997), 2<sup>e</sup> édition 1999. Pour une étude de la revue, cf. P. BROCHEUX, « La revue *Thanh Nghi* : un groupe d'intellectuels vietnamiens confrontés aux problèmes de leur nation 1941-1945 », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, n° 21, 1987 et du même auteur : « La revue *Thanh Nghi* et les questions littéraires 1941-1945 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, n° 280, 1988.



21. HOC PHI, « *Dom lua ban dau* » (« Le début de la décomposition »), *Tap chi Van hoa* (« La revue littéraire »), 3 septembre 1963, p. 57. Sur cette période, voir aussi MAI VAN BO, *Luu Huu Phuoc Con Nguoi va Su Nghiep* (« Luu Huu Phuoc, l'homme et l'œuvre »), Ho Chi Minh-ville, 1989. TRAN DO, *Ben song don sung* (« L'attente des armes au bord du fleuve »), Hanoi, 1980.

22. TRAN HUY LIEU et NGUYEN KHAC DAM, *La Société vietnamienne pendant la période franco-japonaise*, Hanoi, 1957.

23. Entretien avec Lê Tranh in *Cuoc phong van cac van* (« Interviews d'écrivains »), Hanoi, 1942.

24. PHAN NGOC, « A la rencontre de deux cultures : l'influence de la littérature française au Vietnam », *Aséanie*, 1, 1998 (Bangkok), p. 123-143.

25. N. ANDRÉ-PALLOIX, *op. cit.*, p. 223-236.

26. Cité par N. TAYLOR, « Orientalism/Occidentalism : the founding of the Ecole des Beaux-Arts d'Indochine and the politics of painting in colonial Viet Nam, 1925-1945 », *Crossroads*, XI, 2, 1997, p. 1-33.

27. Témoignage de J. MARTIN, directeur des Services économiques de l'Indochine, *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 138, avril, 1985.

28. Rapport de J. MARTIN au Conseil de gouvernement, daté du 3 février 1945, CAOM, Nouveau Fonds Indochine 1267.

29. *Ibid.*

30. J. MARTIN, in *Revue d'histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, *op. cit.*, p. 91.

31. Note de l'Inspection générale des Mines et de l'Industrie, 18 avril 1944, ANVN, Hanoi. Fonds du gouvernement général, L. 41, 7067.

32. Le haut commissaire de France, Thierry d'Argenlieu, au ministre des Colonies, 7 décembre 1945, CAOM, Affaires économiques, carton 14. En outre, l'annexion de la province de Battambang par les Thaïlandais en 1941 avait privé l'Indochine d'environ 500 000 tonnes de paddy de 1941 à 1946 (*ibid.*) La meilleure analyse est celle de BUI MINH ZUNG, « Japan's role in the Vietnamese starvation of 1944-1945 », *Modern Asian Studies*, XXIX, 3, 1995 ; voir aussi le recueil de témoignages *Nan doi nam 1945 o Viet Nam nhung chung tich lich su* (sous la dir. de VAN TAO et FURUTA MOTA), Hanoi 1995.

33. J. MAIGRE et R. CHARBONNEAU, *Les Parias de la victoire. Indochine-Chine 1945*, Éditions France-Empire, Paris, 1980. Sur la situation de l'armée française d'Indochine, voir HESSE D'ALZON, « L'armée française d'Indochine... », *op. cit.*

34. Outre Masaya SHIRAISHI, *op. cit.*, voir aussi Kiyoko KURUSU NITZ, « Independence without Nationalists : the Japanese and Vietnames Nationalism during the Japanese Period 1940-1945 », *Journal of South East Asian Studies*, XV-1, mars 1984, et du même auteur : « Japanese Military Policy Towards french Indochina During the Second Wold War : the Road to Meigo Sakusen (9 march 1945) », *ibid.*, XIV-2, septembre 1983.

35. A. PATTI, *Why Vietnam ? America's Albatros*, UCP, Berkeley, 1980.

36. « Les Japonais et les Français se battent entre eux, ce que nous devons faire », directives du bureau permanent du Comité central du PCI datées du 12 mars 1945.

37. Ce que l'historien D. MARR (1995), observe à juste titre en comparant le Vietnam et l'Indonésie à la même époque où Sukarno disposa de plus en plus de temps pour faire face à la nouvelle situation. Le facteur temps est souvent sous-estimé voire ignoré dans les analyses des historiens.

38. Ainsi que le souligne D. MARR dans son étude riche et fouillée de l'année qui associe étroitement une problématique pertinente, un récit événementiel foisonnant et une analyse critique très fine (*op. cit.*, p. 238 *et sq.*).

39. D. MARR, *op. cit.*, p. 164 *et sq.*

40. *Lich su Quan Doi Nhan Zan V.N.* (« Histoire de l'Armée populaire vietnamienne »), Hanoi, 1977.

41. *Le Khu Quang Trung dans les activités révolutionnaires du mois d'août 1945 au Viet Bac*, Hanoi, 1972 ; *Le Khu Tien Thuat dans les activités révolutionnaires du mois d'août 1945 au Viet Bac*, Hanoi, 1972.

42. NGUYEN KHANG, « Hanoi se soulève », in *Mo Ky Nguyen Tu Do* (« L'ère de la liberté commence »), Hanoi, 1980, p. 298.

43. *Ibid.*, p. 307.

44. *Ibid.*, p. 307.

45. « Un matin sur la place Ba Dinh », VO NGUYEN GIAP, *L'ère de la liberté commence*, p. 395.
46. *Ibid.*, p. 397.
47. *Ibid.*, p. 400-401.
48. Sur les événements révolutionnaires à Huê, *Mot con gio bui* (« La tourmente ») de TRAN TRONG KIM, le Premier ministre de l'époque, Saigon, 1969, p. 107. Sur Saigon, le point de vue de Tran Van Giau utilisé par P. BROCHEUX, « Les sentiers de la révolution », *Saigon 1925-1945, op. cit.*, p. 197-209.
49. A. PATTI, *op. cit.*, W. DUIKER, « Les États-Unis et l'Indochine française 1940-1945 », in P. ISOART, *op. cit.*, p. 177-213. Et, plus récente, l'analyse approfondie de S. TONNESSON, *The Vietnamese Revolution of 1945. Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a World at War*, Oslo/Londres, 1991, particulièrement les chap. 4, 5, 7.
50. J. SAINTENY, *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947*, Fayard, Paris, 1967.
51. Environ deux mille personnes, en majorité des moines bouddhistes, des lycéens, des enseignants réclamaient la libération d'un vénérable bouddhiste, Hem Chieu, soupçonné de collusion avec les Japonais, qui fut emprisonné au bagne de Poulo Condore, où il mourut.
52. N. SIHANOUK, *Souvenirs doux et amers*, Hachette/Stock, Paris, 1981.
53. *Lao Issara. The Memoirs of Oun Sananikone*. Data Paper, n° 100, Cornell University, 1973, et aussi *Iron man of Laos. Prince Phetsarath Ratanavongsa*, Data Paper, n° 110, Cornell University, 1978 ; J. DEUVE, *Le Laos 1945-1949. Contribution à l'histoire du mouvement Lao Issara*, Montpellier, 1994. Sur les activités en Thaïlande. HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca* (« Une goutte d'eau dans l'océan »), Pékin, 1986, p. 281-315.
54. TRAN VAN DINH, « La naissance de l'armée du Pathet Lao », in *Laos. War and Revolution*, Nina S. ADAMS et A.W. MCCOY, Harper and Row, New York, 1970, p. 425.
55. *Ibid.*, p. 427-429.
56. « En ces deux occasions, je demandais à Truong Chinh et à Hoang Minh Giam d'éclaircir la contradiction évidente de vocabulaire entre Vietnam en tant que nation et Indochine dans l'appellation : Parti communiste indochinois. Tous deux soutinrent que les termes étaient compatibles parce que les trois États-nations avaient développé, sous la domination française, une communauté d'intérêts géographiques, politiques et économiques. Donc le nom de Vietnam était applicable aussi à la "Fédération indochinoise" des Français », A. PATTY, *op. cit.*, p. 568, n. 2.
57. Cité par M. SHIPWAY, *The Road to War*, 1996, p. 274.
58. P. ISOART, *op. cit.* ; J. SAINTENY, *Histoire d'une paix manquée, Indochine 1945-1947* ; P. MUS, *Ho Chi Minh, le Vietnam, l'Asie*, Paris, 1971.
59. Publié dans le journal *Combat* du 16 juillet 1947. Voir aussi P. BROCHEUX, « De l'empereur Duy Tan au prince Vinh San : l'histoire peut-elle se répéter ? » dans *Approches-Asie*, n° 10.
60. Éditoriaux de Truong Chinh, secrétaire général du PCI dans *Ngon co Giai phong* (Le Drapeau de la libération), Hanoi 1976.
61. « Note sur la crise morale indochinoise », 1<sup>er</sup> août 1945, CAOM, NF Indochine 1219.
62. A. PATTY, *op. cit.*
63. Sur cette période et ces événements, J. SAINTENY, *op. cit.* ; J.J. FONDE, *Traitez à tout prix Leclerc et le Vietnam*, R. Laffont, Paris, 1971 ; *Le Général de Gaulle et l'Indochine 1940-1946*, colloque de l'Institut Charles-de-Gaulle, Plon, Paris, 1982 ; *Leclerc et l'Indochine 1945-1947*, colloque de la Fondation Leclerc-de-Hauteclocque, Albin Michel, Paris, 1992 ; T. D'ARGENLIEU, *Chronique d'Indochine 1945-1947*, Albin Michel, Paris, 1985.
64. *Chronique d'Indochine*, 1985, p. 283.
65. R. SALAN, *Mémoires. Fin d'un empire*, t. I, Paris, 1970, p. 404.
66. Cité par Ph. DEVILLERS, *Hanoi-Paris-Saigon*, p. 179.
67. Pour un tableau de la « sale guerre » voir le témoignage de P.A. THOMAS, *Combat intérieur*, t. 1, édit. Mémo, 1998, G. EINAUDI l'associé à d'autres témoignages de soldats du CEFEO dans *Vietnam ! La Guerre d'Indochine, 1945-1954*, Paris, 2001 ; un son de cloche opposé dans A. THÉVENET, *La Guerre d'Indochine*, Paris, 2001.

68. Voir les extraits des mémoires du général Vuong Thua Vu et de Vu Ky, secrétaire de Ho Chi Minh, traduits par P. BROCHEUX dans *Leclerc et l'Indochine*, p. 190-294. Stein TONNESSON, *1946 : déclenchement de la guerre d'Indochine. Les vèpres tonkinoises du 19 décembre*, L'Harmattan, Paris, 1987, et P. DEVILLERS, Paris, *Saigon Hanoi. Les Archives de la guerre 1944-1947*, Gallimard/Julliard, Paris, 1988, soutiennent la thèse de la préméditation des dirigeants français qui avaient conçu un plan pour se débarrasser du gouvernement d'Hô Chi Minh ; ils en conclurent que les Vietnamiens n'ont pas pu déclencher l'offensive du 19 décembre 1946. Aujourd'hui, l'initiative d'attaquer est officiellement assumée par les Vietnamiens.

69. *Note d'orientation*, n° 9, du 4 janvier 1947, citée par Ph. DEVILLERS, *op. cit.*

70. S.M. BAO DAI, *Le Dragon d'Annam, op. cit.*, p. 213.

71. V. AURIOL, *Mon septennat, 1947-1954*, Paris, 1970.

72. *Ibid.*, à la date du 10 octobre 1950, p. 295. L'explication de V. Auriol est trop courte.

73. A. RUSCIO, *Les Communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954*, Paris, 1985. Dans son *Autobiographie*, G. BOUDAREL apporte un témoignage très important sur l'itinéraire d'un anticolonialiste français, sa vie dans le maquis de la résistance vietnamienne, Paris, 1991.

74. M. MEULEAU, *op. cit.*, p. 500-507.

75. V. AURIOL, *op. cit.*, p. 293.

76. *Ibid.*, p. 518.

77. L. BODART, *La Guerre d'Indochine. L'humiliation*, Paris, 1965.

78. Qiang Zhai, *China and Vietnam Wars 1950-1975*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2000. Sur le plan diplomatique, la RPC devint l'intermédiaire obligé de la RDVN vis-à-vis de l'URSS après que celle-ci eut reconnu la seconde en 1950, selon B. DE TRÉGLODÉ « Les relations entre le Viet-Minh, Moscou et Pékin à travers les documents soviétiques (1950-1954) », dans *Revue historique des Armées*, n° 4, 2000. Ce chaperonnage eut une conséquence à la conférence de Genève lorsque la délégation de la RDVN dut s'en remettre aux initiatives de Zhou Enlai et Molotov, voir F. JOYAUX, *La Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine Genève 1954*, Paris, 1979.

79. Y. GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, 1979, p. 354 (voir la 2<sup>e</sup> édition de 1992 chez Denoël).

80. Saigon, le 11 juillet 1951 ; brochure intitulée « Appel à la jeunesse vietnamienne ».

81. Y. GRAS, *op. cit.*, voir aussi A. RUSCIO, *La Guerre française d'Indochine*, Paris-Bruelles, 1992 ; Ph. FRANCHINI, *Les Guerres d'Indochine*, Paris, 1988 ; J. DALLOZ, *La Guerre d'Indochine 1945-1954*, Paris, 1987 ; pour l'engagement des États-Unis, voir D. ARTAUD et L. KAPLAN, *Dien Bien Phu*, Lyon, 1989 ; D. ANDERSON, *Trapped by Success. The Eisenhower Administration and Vietnam, 1953-1961*, Columbia University Press, 1991. Sur les négociations de Genève et ses résultats, J. LACOUTURE et Ph. DEVILLERS, *La Fin d'une guerre*, Paris, 1960. Sur le passage de la guerre française à la guerre américaine, les mêmes auteurs ont publié *Viet Nam, de la guerre française à la guerre américaine*, Paris, 1969. La révolution vietnamienne et la guerre d'Indochine inscrites dans et articulées avec leur environnement géopolitique sud-est asiatique sont très bien traitées par C. GOSCHA, *Thailand and the Southeast Asian networks of the Vietnamese Revolution, 1885-1954*, Curzon Press, 1999. Pour un survol de la guerre économique et de l'héritage économique et financier recueilli à l'issue du conflit par des États de la péninsule indochinoise, voir H. TERTRAIS, *L'Économie indochinoise dans la guerre (1945-1954), Outre-mers. Revue d'histoire*, t. 88, n° 330-331, 2001. Sur *Le Coût de la guerre d'Indochine, 1945-1954*, voir H. TERTRAIS, CHEF, Paris, 2001. Sur la dimension économique-politique, C. HODEIR, *Le Grand Patronat colonial français face à la décolonisation*, thèse de doctorat d'histoire, université Paris-I, 1999.

82. M. BODIN, *Les Africains dans la guerre d'Indochine*, Paris, L'Harmattan, 2000.